



LE DEVOIR

Vol. LXXXV - No 146

MONTRÉAL, LES SAMEDI 25 ET DIMANCHE 26 JUIN 1994 4 CAHIERS - 1.30\$ + TPS + TVQ

LES ARTS

Du blues à la pelle
PAGE C 1



LIVRES

Stevenson sur les chemins de la liberté
PAGE C 9



L'ÉCONOMIE

La dollar américain en chute continue
PAGE B 3



CAHIER SPÉCIAL

L'Acadie invite le monde
PAGE D 1

PERSPECTIVES

Partie remise À Ottawa, le vrai match se jouera à l'automne

Pour le Bloc québécois, la dernière session parlementaire aura été un camp d'entraînement en vue du vrai match, estimait cette semaine Lucien Bouchard. Il aurait pu faire la même observation à propos du gouvernement, de la Chambre des communes et du pays tout entier.

Jean Dion

Ce serait utiliser le plus usé des clichés de dire que le Canada se trouve à la croisée des chemins. Si l'on s'en remet aux analyses de tout acabit, il l'aurait en effet été presque tous les jours depuis 30 ans.

Mais on doit quand même constater qu'à Ottawa, la «planche à dessin» aura rarement été aussi encombrée et l'œuvre qui en résultera aussi floue. Dans la quasi-totalité des secteurs, des changements de fond ont été promis et leur réalisation s'annonce au mieux pénible.

C'est cet ordre du jour ambitieux qui fait dire aujourd'hui que la vraie partie reste à venir, et pas seulement sur le front de la souveraineté. Que l'ajournement des travaux des Communes laisse un sentiment d'inachèvement. Normal, pourra-t-on objecter, de la part d'un gouvernement qui n'est installé que depuis huit mois après dix ans de purgatoire.

Dès le départ, les libéraux ont montré leurs cartes et fait des gestes spectaculaires: hélicoptères, Pearson, un peu plus tard le tabac et le Collège de Saint-Jean. Mais la timidité observée ailleurs au fil des semaines, à commencer par ce budget qui prévient que les choix viendront plus tard, semble témoigner moins de la prudence que de l'ampleur de la tâche. En fait, ce gouvernement consulte comme on n'a jamais consulté. Immigration, santé, autonomie gouvernementale autochtone, TPS, justice, programmes sociaux, affaires étrangères, pensions alimentaires, défense? On forme des comités, confère des mandats, tient des audiences, vous demande ce que vous en pensez. Le Journal des débats fourmille d'allusions aux études, examens, révisions ou discussions passés, présents ou futurs.

Pour certains, il s'agit là d'un comportement hautement démocratique. Pour d'autres, un aveu flagrant d'indécision qui confine à l'incompétence. Chose certaine, le Canada se parle beaucoup à lui-même par les temps qui courent. Les résultats ne sont pas toujours probants, comme le démontrent les frictions avec les provinces, les délais encourus dans la plupart des grands dossiers de réforme.

Pour le Bloc, c'est la preuve inespérée qu'il n'y a rien à faire. L'opposition officielle qui soulève le plus d'opposition depuis la Confédération a joué tout du long sur cette ambiguïté, dénonçant sans retenue un gouvernement qui n'arrive pas à faire fonctionner les choses tout en souhaitant d'évidence que les choses ne fonctionnent pas.

Là où on attendait les terribles réformistes et leur gros bon sens, ce sont d'ailleurs les bloquistes qui ont forcé l'admiration dans ce Parlement. Cordée serrée autour d'un chef à l'habileté déconcertante et de quelques lieutenants fiables, cette équipe moyenne — comme le sont toutes celles qui sont issues de vagues électorales — a trouvé son nid dans la récupération de tout ce qui passait: grogne dans les autres provinces et au sein du gouvernement Johnson, difficultés économiques, etc. Même la francophonie hors Québec, c'est tout dire, a fait partie de son arsenal. Opportunisme? Plus candides, les réformistes ont de leur côté joué à fond, et pas toujours avec doigté, la carte populiste qui les avait conduits à Ottawa. L'inexpérience, jointe à la croyance ferme et un peu naïve en la possibilité de nettoyer la maison de fond en comble à partir des banquettes de l'opposition, a cependant joué en leur défaveur.

On pourrait déplorer jusqu'à demain matin que les Communes soient, au point de vue médiatique en tout cas, une affaire de style davantage que de substance, la chose demeure. La troupe de Preston Manning, de laquelle se sont démarqués en fin de parcours quelques députés aux interventions mordantes, ne peut que gagner à le comprendre.

À cet égard, le récent débat sur l'unité nationale commandé par le Reform indique que le parti est disposé à sortir de la cage de la criminalité, de l'immigration et des thèses simplistes en matière de dépenses publiques dans laquelle il s'est enfoncé.

Cela dit, la présence de deux partis dits régionaux a facilité la tâche des libéraux, dont la lune de miel se poursuit. Mais l'automne s'annonce chaud. Ce 35e Parlement a, jusqu'ici, attendu. Or, plus l'attente est longue, plus l'exaspération est grande. Ça promet.

INDEX

- Agenda.....C11
- Les Arts.....C1
- Avis publics.....B8
- Classées.....B9
- Économie.....B1
- Éditorial.....A6
- Le monde.....A5
- Mots croisés.....B9
- Les sports.....B10



MÉTÉO

Pluie intermittente cessant en soirée. Risque d'orage. Max. 20
Détails en B9

LUNDI

Interview du philosophe Alain Finkielkraut



Une fête dans la bonne humeur



PHOTO JACQUES NADEAU

Le défilé de la Saint-Jean à Montréal aura été cette année celui des messages plus ou moins publicitaires. Sous une affiche à caractère politique, ce cracheur de feu fait la réclame des Médiévales qui se tiendront à Québec cet été.

Du monde, peu d'effusion, beaucoup de pub

STÉPHANE BAILLARGEON
LE DEVOIR

Des dizaines de milliers de personnes se sont massées rue Sherbrooke, hier, à Montréal, pour assister au traditionnel défilé de la Saint-Jean, pendant que dans les quartiers de la métropole, comme un peu partout au Québec, on célébrait aussi la Fête nationale des Québécois.

Le défilé s'est déroulé dans le calme, la sobriété et la bonne humeur de circonstance. Il n'a pas été décliné d'effusion de patriotisme comme cela s'était passé au lendemain de la mort de l'accord constitutionnel du lac Meech, en 1990.

Avec cet événement, le Comité de la Fête nationale de la Saint-Jean voulait mettre en valeur l'originalité et la couleur des différentes régions du Québec. En fait, le défilé avait davantage des allures de gigantesque «plogue» publicitaire.

Une douzaine de régions du Québec en ont profité pour faire mousser leurs activités touristiques. Le ton était donné dès l'ouverture avec une parade de colonnes Morris, où étaient collées les affiches des différentes activités estivales de la région métropolitaine (IMAX, le Festival Bell Juste pour rire, etc.). Elles précédaient de peu un

VOIR PAGE A 8: DÉFILÉ

Les Français accueillis en sauveurs au Rwanda

D'APRÈS REUTERS ET AFP

Huit mille Tutsis à l'ouest du Rwanda ont accueilli en sauveurs les premiers soldats français arrivés hier dans un camp de réfugiés dans le cadre de l'opération Turquoise, à laquelle six pays européens ont promis leur soutien logistique et humanitaire.

Le camp de Nyarushishi est situé en bordure de la ville rwandaise de Cyangugu, à l'extrémité méridionale du lac Kivu, face à Bukavu (Zaïre).

«Nous sommes maintenant en sécurité et c'est au tour de nos ennemis d'avoir peur», s'exclame Florentine, une enseignante réfugiée dans ce camp érigé de bric et de broc au beau milieu de la végétation luxuriante d'une plantation de thé.

«Les réfugiés étaient un peu sur leurs gardes à notre arrivée car des gens leur avaient dit que nous venions les tuer», a expliqué le colonel Didier Thibaut qui s'est installé au camp de Nyarushishi avec une trentaine d'hommes de la onzième division parachutiste. Mais au terme de la première nuit, Marie la Tutsie, dont les deux bébés ont été tués par les miliciens hutus, a confié: «Pour la première fois depuis des semaines, j'ai vraiment dormi.»

Par ailleurs, les troupes françaises ont découvert «quelques fosses communes» dans le sud-ouest du Rwanda, une région contrôlée par l'armée gouvernementale où les patrouilles françaises n'avaient rencontré hier aucune résistance.

Les soldats français ignoraient l'appartenance ethnique tant des victimes que des auteurs des tueries, a indiqué à Paris le général Raymond Germanos, adjoint au chef d'état-major des armées. Ce responsable n'a pas été en mesure de préciser le nombre de corps abandonnés dans ces fosses.

Le Front patriotique rwandais (FPR, rébellion de la mi-

Les troupes ont découvert quelques fosses communes

VOIR PAGE A 8: RWANDA

VOIR AUSSI

Les Français sauvent la mise, par François BrousseauA 5

LE MONDE

Deux visions de l'Ukraine s'affrontent aux urnes

Une analyse de Paule Robitaille à la veille des élections présidentielles

PAGE A 5

Les étranges et édifiantes aventures d'un oniromane

LOUIS HAMELIN

1- Dr Rémi Fassol, phumiste

Is ont fait des expériences avec les chats: ils les veillaient toujours à l'apparition des premiers mouvements d'yeux rapides, pour les empêcher de rêver. Certains disent que les chats sont morts, d'autres qu'ils sont devenus fous.

Je m'appelle Rémi Fassol. Tout a dérapé le jour où je me suis retrouvé tout nu dans la rue. Maintenant je ne rêve plus, je vais devenir fou, je sais que je suis déjà mort. J'ai été perdue par une faute en apparence innocente. Oui, j'ai tué mon frère et exhibé mon anatomie. Adrenaline avait raison: je suis allé trop loin. Ce que j'ai vu ici-bas, il n'est permis à personne de le voir.

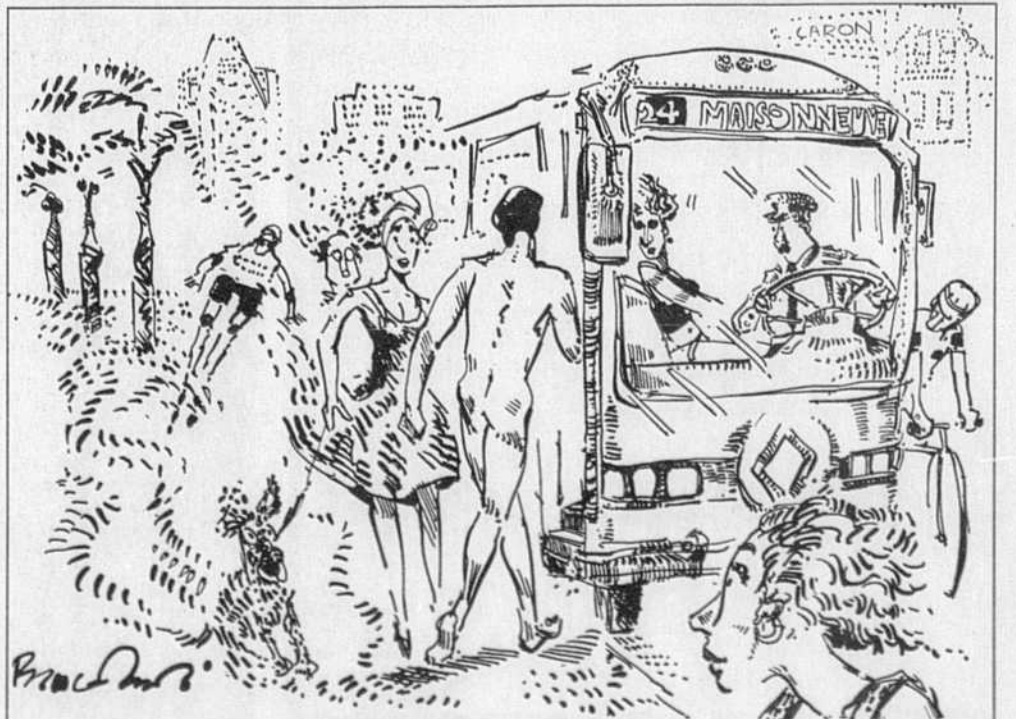
Par le moyen de ces aveux écrits, j'espère éviter à d'autres de commettre les mêmes erreurs, les mêmes abus. Au-dessus de l'abîme où j'attends en ce moment un juste châtement, je n'aspire plus qu'à servir d'exemple public, comme un pendu livré aux corbeaux à la sortie d'une ville. Le sentiment d'avoir contribué à la préservation des valeurs et des principes qui sont garants de notre prospérité économique suffira à atténuer les rigueurs de mon expiation.

Il y a un enfer qui est à la mesure de chacun, pire que les drogues, le suicide et la bactérie phagédénique: c'est l'enfer du rêve.

Les problèmes ont commencé quand ma conscience s'en est mêlée, empiétant ainsi sur un domaine dont l'accès lui avait toujours été interdit. Je me souviens à peine de la première fois où ça s'est produit. Avant, je glissais dans le som-

VOIR PAGE A 8: AVENTURES

Pour vos fins de semaine d'été, Le DEVOIR vous présente, en grande primeur chaque samedi, ce feuilleton exclusif de Louis Hamelin, la chronique des mésaventures de Rémi Fassol, l'homme qui n'était plus capable de cesser de rêver. Prix du Gouverneur général en 1989, Hamelin a publié trois romans: *Cowboy*, *Ces spectres agités*, et *La rage*. Ces textes de Hamelin sont illustrés par Bruce Roberts, dont les dessins se retrouvent aussi dans les pages de la section Plaisirs du DEVOIR, le vendredi.



• LES ACTUALITÉS •

Casino: 3000 emplois pour Kahnawake, disent les promoteurs

LE DEVOIR

C'est dans une semaine jour pour jour que le Conseil de bande de Kahnawake saura si, oui ou non, les Mohawks de la communauté veulent un casino de 153 millions de dollars dans leur réserve.

Ce projet, largement discuté dans la communauté depuis deux ans, connaîtra son dénouement le 2 juillet prochain, alors qu'aura lieu un référendum sur la question.

Encore aujourd'hui, le projet divise la population, les opposants craignant une montée de la criminalité alors que les promoteurs multiplient les chiffres sur l'importance des retombées économiques du casino.

Ces derniers étaient à l'œuvre hier dans le cadre d'une vaste opération destinée à convaincre la population que l'occasion est trop belle pour la laisser aller: création de 1150 emplois lors de la seule phase de construction du casino, de 2000 autres lors de son ouverture — 20 mois plus tard — création d'une masse salariale annuelle de 60 millions de dollars, injection de 50 millions de dollars supplémentaires dans l'économie québécoise grâce aux touristes... Plusieurs kiosques d'information ont été érigés hier sur le territoire de Kahnawake. Ils y demeureront jusqu'en fin d'après-midi aujourd'hui pour permettre aux citoyens de discuter avec le Conseil de bande, parrain du projet, et des représentants du consultant américain Grand Casinos — dont les services ont été retenus pour mener à bien le projet. Des Amérindiens vivant aux États-Unis dans des réserves où un casino est déjà en exploitation — dans certains cas depuis dix ans — étaient aussi sur place pour discuter des possibilités d'emploi résultant de la mise en œuvre d'un tel projet.

L'avènement d'un casino dans une réserve indienne serait une première au Canada, mais devra, advenant un oui au référendum, recevoir l'assentiment du gouvernement fédéral.

La Sao Joao



PHOTO AP

AU PORTUGAL, on dit la Sao Joao. Ici, le président portugais Mario Soares essuie sur la tête des coups de marteau en plastique en faisant sa traditionnelle promenade dans le quartier historique de la ville de Porto, dont Saint-Jean est le patron. Outre qu'ils en profitent pour frapper les politiciens, les résidents de la ville marquent cette fête annuelle en mangeant des sardines grillées.

Feux de la Saint-Jean improvisés à la place d'Youville

Casse à Québec: les policiers utilisent les gaz lacrymogènes

RÉMY CHAREST

La Saint-Jean s'est terminée dans les larmes, jeudi soir, dans la Vieille Capitale, alors que les forces policières dispersaient à l'aide de gaz lacrymogènes les quelques centaines de jeunes encore rassemblés à la place d'Youville vers trois heures du matin. Bilan de l'opération: quelques vitrines brisées, vingt-trois arrestations, un policier blessé et deux auto-patrouilles incendiées.

Pourtant, tout avait commencé dans un calme exemplaire, que même les services policiers de la Ville de Québec avaient applaudi tout juste après la fin du spectacle et du feu de joie des plaines d'Abraham. Vers 22h, une foule estimée à 35 000 personnes s'était rassemblée devant le spectacle de Sylvie Tremblay, Sylvie Paquette et Luc de Laroche. Rien ne distinguait alors l'événement d'un soir de Festival d'été: les parents promenaient leurs petits enfants sans souci; les spectateurs finissaient tranquillement leur bière avant d'entrer sur le site, aux abords duquel on fouillait minutieusement les nouveaux arrivants; le son des haut-parleurs lui-même n'aurait pas eu de quoi déranger un club de l'âge d'or. C'est à peine si l'on voyait l'ombre d'un drapeau fleurdelisé ou la trace d'un éventuel feu préréférendaire. Si la fête était un peu plus animée le long des fortifications, ornées d'un chapelet assez dense de fêtards de la porte Saint-Louis à la place d'Youville, rien ne laissait toutefois présager les chauffements survenus après que presque tout le monde fut allé se coucher.

Selon la version policière, les ennuis ont commencé vers trois heures du matin, alors qu'une auto-patrouille est entrée sur la place d'Youville, avertie par une passante qu'un indivi-

du s'en prenait à la porte vitrée d'un édifice à bureaux. Voyant l'importance de la foule encore sur place, les deux agents ont appelé des renforts et deux autres voitures sont rapidement arrivées. Les forces de l'ordre ont alors été accueillies par une pluie de projectiles divers et un policier a été légèrement blessé par du verre cassé. Les six agents ont alors décidé de battre en retraite: une seule voiture a réussi à se frayer un chemin, les deux autres étant abandonnées sur place pour être incendiées par les émeutiers.

L'arrivée subséquente d'une cinquantaine de policiers devait finalement mettre fin à l'agitation, grâce à l'utilisation de six grenades lacrymogènes «qui ont eu l'effet escompté», selon un porte-parole de la police. Au total, l'intervention a donné lieu à vingt-trois arrestations, la plupart suivies d'accusations de désordre et méfait.

Hier matin, on s'affairait à ramasser la masse considérable de débris ornant la place et à réparer la dizaine de vitrines et l'abrius endommagés la veille dans le seul secteur sud de la place d'Youville. Aucun dommage n'était visible au delà de la place et aucun vol n'avait été signalé aux policiers: derrière une des fenêtres brisées, tout l'équipement d'un bureau, ordinateur compris, était à sa place, apparemment intact.

La jeunesse colorée qui s'installe habituellement dans le secteur avait repris sa place et personne ne semblait vraiment se formaliser de ce qui s'était passé la veille. «J'sais pas trop comment c'est parti, mais c'est parti pour de vrai», disait l'un d'eux avec un sourire amusé sur les lèvres. Quelques histoires à raconter, mais pas de quoi s'énerver, semblait-on penser là.



PHOTO FC

Place d'Youville, une auto-patrouille dans de beaux draps.

Compressions dans la fonction publique

Paradis prédit l'hécatombe si le Québec fait l'indépendance

LOUIS-GILLES FRANCOEUR LE DEVOIR

Le ministre de l'Environnement et de la Faune (MEF), M. Pierre Paradis, a utilisé, jeudi, la divulgation administrative des compressions dans son ministère comme plate-forme politique en prédisant que l'accession du Québec à l'indépendance provoquerait une hécatombe au moins équivalente à celle qui a fait disparaître, ce jour-là, 4000 postes dans la fonction publique.

M. Paradis a fait enregistrer, mercredi dernier, sur bande vidéo, la présentation que lui-même et son sous-ministre, M. Jean Pronovost, ont faite du plan de compressions devant les principaux cadres du MEF. Cette bande, dont LE DEVOIR a obtenu copie, a été envoyée dans les directions régionales où elle a été passée devant les employés, fort inquiets du sort de leurs emplois.

Après avoir expliqué que plusieurs centaines d'emplois allaient disparaître et que l'enveloppe budgétaire du MEF diminuerait de 15 % dans le cadre d'un plan global de compressions de 500 millions de dollars, le ministre a invité les employés du ministère à réfléchir aux conséquences de l'indépendance du Québec.

Les «coûts de l'option politique de l'autre formation politique», a-t-il dit, vont atteindre, dans la meilleure des hypothèses, les 500 millions de dollars par an, a-t-il dit, soit «l'équivalent de nos coupures (sic)».

Affirmant puiser ce chiffre dans le rapport de la commission Bélanger-Campeau, M. Paradis a noté que l'hypothèse «pessimiste» évoquée dans ce rapport parlait de coûts pouvant atteindre cinq milliards de dollars.

Le ministre n'a pas indiqué devant les employés de son ministère, qui cherchaient tous à savoir s'ils étaient du nombre des victimes, que les coûts évoqués par la commission Bélanger-Campeau n'étaient pas de même nature que la ponction budgétaire annoncée jeudi. M. Paradis, qui semblait déjà en campagne électorale, a aussi voulu miner la crédibilité du Parti québécois auprès des cadres et employés

de l'ancien ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (MLCP), dont plusieurs rêvent encore d'une remise en question de la fusion avec l'Environnement advenant l'élection d'un nouveau gouvernement.

«Relisez le programme du PQ», a lancé M. Paradis: «Ils sont contre la fusion parce qu'ils trouvent qu'on n'a pas assez fusionné!»

Rappelant les commentaires de l'opposition après la fusion de janvier, le ministre a noté que le Parti québécois n'a pas dénoncé cette fusion mais l'a jugé trop étroite parce qu'elle englobait pas le ministère des Richesses naturelles.

«On n'est pas prêts à s'en aller de ce côté parce que les lobbies y sont beaucoup plus forts, beaucoup plus puissants», a-t-il dit en notant que forestiers et papétières dominent le secteur et ses politiques. Pour une gestion véritablement intégrée de l'environnement, a admis le ministre, une aussi vaste fusion pourrait s'avérer souhaitable et il a prédit qu'elle sera probablement réalisée un jour.

«Mais pas tout de suite, a-t-il dit: on ne fait pas encore le poids pour jouer dans cette ligue-là.»

M. Paradis a bombé le torse fierement en annonçant, DEVOIR en mains, que la coupure budgétaire de 30 millions de dollars et les «400 à 500 postes» dont «tous» avaient vu l'abolition, en manchette ce matin-là, se limitaient finalement à beaucoup moins, soit à 15 millions de dollars au total.

Il a laissé à son sous-ministre le soin de préciser que 365 personnes allaient perdre leur emploi au MEF, un chiffre auquel s'ajoute la disparition du contentieux juridique de Montréal, une réduction comptabilisée dans le budget de la Justice malgré ses impacts sur la politique de renforcement de la loi, présentée jusqu'ici par M. Paradis comme la marque de commerce de son administration.

Pour les avocats de tout le milieu environnemental, la disparition du contentieux environnemental de Montréal déséquilibre dramatiquement le rapport de force technique en faveur des grands pollueurs, qui s'offrent en général la crème du secteur privé.

EN BREF

JEUNE FILLE DISPARUE

Le Service de police de la CUM prend très au sérieux la disparition, dans la nuit de mardi à mercredi, d'une jeune fille de 19 ans, Mélanie Cabay. Personne ne l'a vue depuis qu'elle s'appretait à rentrer chez elle, rue Bélanger, dans l'est de la ville, après une soirée passée avec des amis. Elle devait prendre l'autobus à l'angle des rues Basile-Routhier et Fleury, vers 1h30 mercredi matin, mais elle n'est jamais montée à bord du véhicule. Les parents et les amis de la jeune fille sont unanimes à rejeter la thèse de la fugue. Les policiers ont ratisé le secteur, en vain. Aucune piste sérieuse n'est pour le moment retenue. Mélanie Cabay est la petite-fille du comédien Marcel Cabay.

SOMALIE: LIEUTENANT-COLONEL ACQUITTÉ

Petawawa, Ontario (PC) — Le lieutenant-colonel Carol Mathieu, qui fête aujourd'hui son quarante-cinquième anniversaire de naissance, a une raison de plus de célébrer: il a été acquitté hier d'avoir désobéi aux ordres alors qu'il commandait le régiment canadien aéroporté en Somalie, en 1993. La cour martiale a délibéré huit heures avant de rendre son verdict de non-culpabilité. Le colonel Mathieu était le plus haut gradé militaire à avoir été accusé à la suite de la mission controversée du régiment en Somalie. Il était accusé de négligence dans l'exercice de ses fonctions pour avoir dit à ses soldats qu'ils pouvaient tirer en direction des jambes des Somaliens qu'ils surprenaient à piller le camp canadien à Belet Uen. Le dos bien droit, sans sourire, le militaire a déclaré aux journalistes, peu de temps après l'annonce de la décision de la cour martiale, qu'il n'avait jamais douté de son acquittement.

Découverte d'une bactérie coliforme fécale

Autour du mont Royal, il faut faire bouillir son eau

MARTINE TURENNE LE DEVOIR

Les citoyens demeurant autour du mont Royal doivent faire bouillir leur eau cinq minutes avant de la boire, une bactérie coliforme fécale ayant été découverte hier à même un robinet dans un bâtiment du secteur.

La mise en garde de la Ville de Montréal s'adresse aux résidents du périmètre délimité par le chemin de la Côte-Sainte-Catherine, l'avenue du Parc, l'avenue des Pins, The Boulevard et la rue Victoria.

L'avertissement demeure en vigueur au moins jusqu'à demain matin, le temps que les inspecteurs de la Ville aient recueilli des échantillons parfaits à divers endroits du secteur durant deux jours complets, tel que le veut la réglementation.

La bactérie retrouvée n'est pas dangereuse, mais elle peut provoquer des troubles digestifs. «On prend toujours ça au sérieux, dit Camille Charest, surintendant des usines de traitement des eaux de la CUM. Même si la bactérie retrouvée n'est pas virulente.» Elle n'a rien de

commun, par exemple, avec celle qui a frappé la ville de Milwaukee l'an dernier, causant la mort de 100 personnes et rendant malade quelque 400 000 citoyens. «La nôtre donnera des maux de ventre, tout au plus», ajoute Camille Charest.

Conformément à la loi, le ministère de la Santé et des Services sociaux ainsi que différents organismes de santé ont été avertis. Aucun cas de troubles digestifs n'a cependant été signalé.

Cela fait au moins quatre ans qu'aucune bactérie n'a été retrouvée de la Santé et des Services sociaux ainsi que différents organismes de santé ont été avertis. Aucun cas de troubles digestifs n'a cependant été signalé.

On ignore aussi si la bactérie est localisée où si elle s'est déjà répandue à d'autres secteurs, comme ce fut le cas il y a quatre ans. Mais Camille Charest estime que le périmètre délimité par la Ville est «largement sécuritaire».

Un bon programme
MIRAGE NOUVEAU
RÉNOVATION

en attire
un autre

OPTION
Bi
ÉNERGIE

PROGRAMME DE SUBVENTION D'HYDRO-QUÉBEC

Le jumelage de Virage Rénovation et d'Option Bi-énergie permet à la clientèle du secteur résidentiel d'Hydro-Québec de bénéficier à la fois d'une aide financière de la Société d'habitation du Québec ainsi que d'une subvention d'Hydro-Québec pour l'installation d'un système bi-énergie.

Faites comme plus de 100 000 Québécois et optez pour le système de chauffage le plus économique. La bi-énergie s'inscrit dans le cadre du vaste Projet d'efficacité énergétique d'Hydro-Québec.

Service à la clientèle Option bi-énergie

1 800 563-2111

Hydro-Québec
50 ans d'énergie

L'école est finie...

VACANCES POUR FILLES ET GARÇONS 6-16 ANS

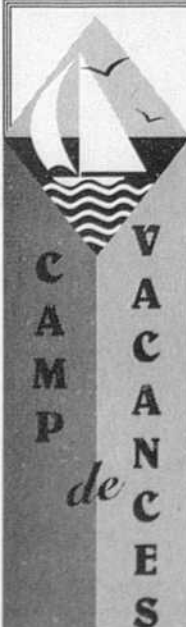
Équitation ski nautique Voile canot escalade etc...

Séjours disponibles en juillet et août fin de semaine et semaine

Base de plein air St-Jovite / Mt-Tremblant

1-800-265-CAMP

Base de Plein Air St-Jovite/ Mt-Tremblant C.P. 515, SAINT-JOVITE (QUÉBEC) J0T 2H0



• LES ACTUALITÉS •



PHOTOS JACQUES NADEAU



Des dizaines de milliers de personnes s'étaient massées le long de la rue Sherbrooke pour assister au traditionnel défilé de la Saint-Jean. Cette année, la réclame publicitaire a semblé remplacer le commentaire politique.

Rue Sherbrooke, 5,8 km de pub

À la télé, TVA s'est mieux tiré d'affaire que Radio-Canada

PAULE DES RIVIÈRES
LE DEVOIR

Ce n'est pas un défilé de la Saint-Jean que l'on a vu hier à la télé, c'est un défilé de la «plogue». Toutes les régions du Québec qui ont présenté des chars avaient quelque chose à vendre. Et les animateurs télé, ceux de Radio-Canada comme ceux de TVA, sont tombés dans le panneau à pieds joints. Allègrement.

Ils ont tantôt venté les mérites du Carnaval du Québec, tantôt ceux du Festival western de Saint-Tite ou du Festival d'été de Lanaudière.

«Je ne sais pas si Pavarotti chante l'été. Il a toujours chaud cet homme-là!» Ce commentaire, fait dans la foulée du char allégorique de Lanaudière, appartient à Pauline Martin. Elle coanimait le défilé pour Radio-Canada, avec Claude Quenneville. Ce ne fut pas lumineux. Ça se voulait, semble-t-on comprendre, léger et drôle.

Dans la rue, le journaliste André Robitaille en mettait beaucoup, plus certainement que le client — le téléspectateur — en demandait. Il se dandinait de gauche et de droite, se mettait à quatre pattes avec les dinosaures du char allégorique de Laval, montrait ses espadrilles neuves, bref, faisait à n'importe quoi pour nous

montrer qu'il s'amusait beaucoup.

Pour sa part, Marie Plourde s'est installée au parc Maisonneuve et a fait quelques entrevues avec les vedettes du spectacle de soirée. Encore là, bonjour la «plogue». Si elle n'a pas mentionné au moins dix fois que le spectacle serait diffusé à la radio Cité Rock Détente, elle ne l'a pas mentionné une fois. C'est éternant à la fin!

La réclame publicitaire remplacée-elle, désormais, le commentaire politique? Il n'y a qu'une seule chose sur laquelle tout le monde insiste, c'est la participation des communautés multiculturelles à la fête et à la vie du Québec.

«Le Québec, dixit Claude Charbon, a besoin de renfort. Il faut compter sur d'autres pour élever notre nombre.» Plus tôt, le coanimateur à TVA, Richard Garneau, avait mis le journaliste Réjean Léveillé au défi de lui trouver des Russes dans la foule. Il aura trouvé, à la place, deux Algériens.

Ceci dit, TVA s'est mieux tiré d'affaire que Radio-Canada. Il n'est pas toujours facile de faire de la parlotte pendant une heure et demie, avant, pendant et après un défilé. Mais le tandem Garneau-Charron donnait moins l'impression d'improviser.

Ainsi, en parlant des Médiévales,

que la région de Québec avait décidé de mousser en envoyant à Montréal une délégation de jeunes habillés en costume d'époque, Richard Garneau a fourni quelques renseignements sur la fréquence de l'événement et le nombre de touristes qui y ont participé l'année dernière. À Radio-Canada, Pauline Martin s'est simplement interrogée sur l'engouement pour les époques passées, pour la vie simple des gens. Les gens du Moyen Âge aimaient aussi beaucoup fêter, poursuivait Claude Quenneville. Gens du pays, gens de party, conclut Pauline Martin. Et voilà pour les Médiévales de Québec.

L'on a entendu, hier, une longue publicité sur tous les événements et festivals québécois des prochains mois. Où et quand voir les dinosaures de Laval, où et quand assister aux régates de Valleyfield, où et quand se rendre au Festival de musique de Lanaudière.

Un peu plus et on s'ennuierait du petit Saint-Jean blond et frisé, qui défilait dans les parades d'antan. Il semblait certainement plus à sa place que le bonhomme Carnaval!

80 fêtes de quartier à l'occasion du 24 juin

Small is beautiful

Les Grecs, les Chinois et les Italiens ont célébré la fête nationale; pas les Westmountois

RACHEL DUCLOS
LE DEVOIR

Petite-Patrie, Parc-Extension, Mile-End, Plateau-Mont-Royal... Il était impossible de circuler en voiture sans tomber sur une des 80 fêtes de quartier qui se déroulaient hier. L'humeur était à la fête chez ces gens qui préféraient célébrer la fête des Québécois en fraternisant avec les voisins plutôt qu'en allant faire le pied de grue au défilé.

En Grèce, la Saint-Jean-Baptiste est une fête presque aussi importante que Noël et Pâques. Elle se célèbre même deux fois: au début du mois de janvier et le 24 juin. Cette année, la communauté grecque de Parc-Extension se donne à fond pour célébrer la fête nationale des Québécois, trois jours de festivités pendant lesquels une pétition circule. L'avenue Ogilvy, racine et point d'ancrage des Grecs de la région métropolitaine, doit devenir Méli-na-Mercouri, un hommage à cette grande actrice, devenue ministre de la Culture de la Grèce, décédée au mois de mars dernier. Grillades à profusion et danses traditionnelles sont au menu de cette fête qui se termine dimanche. Mais la vieille coutume villageoise de faire un feu de camp, de chanter autour puis de sauter par-dessus ne survit pas au Québec.

Des danseurs vêtus d'un ample drap à tête de lion s'agitent sur la scène dans le quartier chinois. Des enfants dansent, courent, et la foule est nombreuse, attentive. L'association des Chinois du Viêt-nam à Montréal a servi à ses compatriotes du quartier chinois, pour la huitième année consécutive, un plat ethnique de choix: danses slovaques, philippines, indiennes, espagnoles, kung-fu, tai-chi. Un accordéoniste québécois, Mario Bruneau, s'est même permis, après avoir fait *swing* grands et petits, de sortir sa flûte chinoise, un instrument à deux trous dont il adorait jouer il y a 20 ans, à l'époque où il était cadet de la Marine. «Ça m'a fait un petit velours de jouer du québécois sur ma flûte.» N'empêche, il a trouvé un peu difficile de faire réagir cette foule qui ne connaît pas Jean-Pierre Ferland et sa chanson *Je reviens chez nous*. «L'an passé, j'ai joué à Saint-Henri et le courant passait beaucoup mieux.»

Dans la paroisse Saint-Jean-de-la-Croix, aux portes de la petite Italie, plus de 250 enfants s'en sont donnés à cœur joie toute la journée avec de nombreuses activités. La veille, une partie de bocce, pétanque italienne, a réuni les deux communautés parallèles, Canadiens français et Italiens, dans un match loufoque où les équipes étaient composées d'un expert italien et d'un débutant québécois. Pour le conseiller municipal Pierre Goyer, cette activité est un moyen de faire participer la communauté italienne à cette fête nationale qu'ils refusent de fêter. «Ils ne sont pas très nationalistes», dit-il. D'ailleurs, les voitures qui circulaient sur le boulevard Saint-Laurent klaxonnaient à qui mieux mieux hier, non pour la fête nationale des Québécois, mais pour la victoire de l'équipe nationale italienne de soccer, la veille, contre la Norvège. La couleur du drapeau qu'ils brandissaient, vert, rouge et blanc, ne laissait aucune équivoque quant à leur allégresse.

Le quartier Mile-End a trouvé la façon d'entourlouper cette même communauté récalcitrante. «On fête le Québec», dit Baska Séguin, coordonnatrice de cette fête qui se tient chaque année depuis huit ans sur la rue Saint-Viateur au coin de Saint-Urbain, alors les Italiens se distancient. Mais ils se sont aperçus que c'est avant tout une fête de quartier. Mile-End, quartier multiethnique par excellence, célèbre cette particularité le jour de la Saint-Jean. Des restaurateurs de plusieurs pays, Israël, Liban, Mexique et Brésil, présentent leurs spécialités aux 2000 personnes qui chaque année se laissent tenter par la fête des cultures de Montréal.

Les Westmountois, eux, n'étaient pas du tout au rendez-vous de la Saint-Jean hier: rues désertes et volets clos, ils ont dû profiter de leur journée de congé pour transporter leurs pénates à la campagne.



PHOTOS ROBERT SKINNER

Même si la chanson *Je reviens chez nous* de Jean-Pierre Ferland n'est pas connue de la communauté chinoise, ça n'a pas empêché cet enfant (photo du haut) de s'en donner à cœur joie sur la mélodie jouée par l'accordéoniste Mario Bruneau. Sur la rue Bloomfield, à Outremont (photo du bas), les enfants du groupe de danse folklorique mexicaine «Los Pequeños» font une démonstration de leurs talents à un public attentif.

Parlons d'autre chose

Paris (PC) — Les Québécois n'auraient-ils pas un peu tendance à oublier le problème constitutionnel dès qu'ils s'éloignent du Québec? En tout cas, hier soir à Paris, ils ont préféré parler d'autre chose.

Près d'un millier de personnes, Québécois expatriés ou de passage, se sont réunis à la délégation générale pour célébrer leur Fête nationale. Cette fête, a rappelé le délégué Claude Roquet, était d'abord l'occasion de «prendre un verre de l'amitié autour des valeurs d'ouverture et de tolérance si chères à la société québécoise».

Le 24 juin est à peu près le seul moment de l'année où la petite communauté québécoise de Paris peut se retrouver. Il constitue donc, a souligné le délégué, «une occasion privilégiée de nous rencontrer, nous de la diaspora québécoise».

La fête était toute simple (des banderoles, des ballons, quelques drapeaux, de la bière, du gros rouge, des «pinottes» et des chips) et a été célébrée dans une bonne humeur tout à fait apolitique. Deux ou trois personnes tentaient bien, dans un coin, de cerner les intentions d'Ottawa au sujet de la double nationalité. Mais de là à parler de référendum, il y avait un pas que bien peu de personnes semblaient disposées à franchir... «Ah! non, pas ici, donne-moi un *break!*», lancera par exemple Michel, un Montréalais installé à Paris pour quelques mois.

Chine

VOYAGE D'AFFAIRES ET DE PROSPECTION DE MARCHÉ

16 oct.-31 oct. 1994

Shanghai, Canton (Foie), Xi'an, Tianjin, Beijing. Rencontres, rendez-vous, interprète personnel, hôtels luxe, accompagn. par spécialiste. Peut être gratuit pour entreprises qui se qualifient.

Informations, brochure
MONY TOURS
(514) 733-5396

Permis du Québec

FICHES D'ORTHOGRAPHE

MICHEL DAVID

Fiches d'activités Secondaire

1 cahier et 1 corrigé pour chaque niveau

Ces ouvrages offrent des fiches sur l'orthographe grammaticale, l'orthographe phonétique et tous les corrigés.

LIBRAIRIE GUÉRIN UNIVERSITAIRE-UQAM
335, rue Sainte-Catherine Est
Montréal (Québec)
Tél.: (514) 284-2210 Télécopieur: (514) 284-1849

LIBRAIRIE GUÉRIN UNIVERSITAIRE ET COLLÉGIAL
168-170, rue Sainte-Catherine Est
Montréal (Québec) H2X 1K9
Tél.: (514) 861-5647 Télécopieur: (514) 861-5307

LIBRAIRIE GUÉRIN (primaire et secondaire)
4560, rue Saint-Denis
Montréal (Québec) H2J 2L3
Tél.: (514) 849-1112 Télécopieur: (514) 849-6360

LIBRAIRIE GUÉRIN (manuels d'occasion)
4440, rue Saint-Denis
Montréal (Québec) H2J 2L1
Tél.: (514) 843-6241

LIBRAIRIE GUÉRIN (manuels et littérature)
Station Métro-Longueuil
Longueuil (Québec) J4K 2T4
Tél.: (514) 677-6525

guérin
4501, rue Drolet
Montréal (Québec) H2T 2G2 Canada
Tél.: (514) 842-3481
Téléc.: (514) 842-4923

LIBRAIRIE LE BOUQUIN

Heures d'ouverture:
lundi, mardi, mercredi: 9h à 20h,
jeudi, vendredi: 9h à 21h, samedi: 9h30 à 17h

395, Boul. Cartier, Laval
Tél.: (514) 688-6036 Fax: (514) 688-8844

Nous vendons les publications du gouvernement du Québec:
- lois, règlements
- livres administratifs, techniques
- livres d'art, etc.

Commandes téléphoniques acceptées.

CONCESSIONNAIRE DES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

ROBIC

DEPUIS 1892

AGENTS DE BREVETS ET MARQUES
PROTECTION DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

LEGER ROBIC RICHARD

AVOCATS

55, ST-JACQUES, MONTRÉAL, QUÉBEC H3Y 3K2
Fax: (514) 845-7874 Tél.: (514) 845-7874

La maîtrise des intangibles

LE DEVOIR

POLITIQUE

L'affaire Thibault

La Cour suprême tend l'oreille

Ottawa (PC) — La Cour suprême du Canada a accepté d'entendre la cause de Suzanne Thibault sur l'imposition des pensions alimentaires.

La Cour devra déterminer si l'imposition des pensions alimentaires entre les droits constitutionnels des parents qui les reçoivent.

Le 3 mai dernier, la Cour d'appel fédérale déclarait qu'il était anticonstitutionnel d'obliger les parents — surtout des femmes — à déclarer les prestations de pension alimentaire comme un revenu imposable. La Cour était d'accord avec Mme Thibault, une travailleuse sociale de Trois-Rivières, pour trouver cette disposition discriminatoire.

Le jugement majoritaire de la Cour d'appel ne répondait toutefois pas à d'autres questions comme le sort réservé à la déduction d'impôt accordée au parent qui verse la pension alimentaire. La Cour veut procéder rapidement dans cette affaire. Il y a une semaine, le juge en chef Antonio Lamer avait indiqué que si la cause était entendue, elle le serait dès le début du mois d'octobre. Il avait demandé aux avocats de se tenir prêts.

Mme Thibault est mère de deux enfants dont elle a la garde. Elle reçoit une pension alimentaire de son ex-conjoint pour subvenir aux besoins des enfants. En 1989, elle décidait d'entamer des démarches légales pour contester les articles de la Loi fédérale de l'impôt qui stipulent que les sommes doivent être incluses dans le calcul du revenu.

Les timbres à 45 cents?

Ottawa (PC) — La Société canadienne des postes se propose d'augmenter de deux cents (0,43 \$ à 0,45 \$) le coût du tarif-lettre de base le 1er octobre 1994, la première hausse depuis près deux ans.

«La Société des postes est en affaires pour servir la population canadienne», affirme Paul Courtemanche, vice-président, marketing et ventes. «Malgré cette augmentation du tarif-lettre de base, le prix actuel d'un timbre-poste au Canada est le deuxième moins élevé dans le monde industriel», précise M. Courtemanche. La Société utilisera notamment ces revenus additionnels pour améliorer le service à la clientèle et moderniser son réseau de transport.

Fête nationale

Johnson et Chrétien lancent un appel à la solidarité

LE DEVOIR ET PC

Les premiers ministres canadien et québécois ont lancé hier un message à la solidarité des Canadiens et des Québécois à l'occasion de la Fête nationale du 24 juin.

Le premier ministre du Québec, M. Daniel Johnson, a estimé hier que la fête devait être un moment privilégié, «un temps de réflexion, auxquels le calendrier nous a conviés, et qui permet de faire le point sur la solidarité qui nous anime, sur des ambitions que nous carressons, sur de projets que nous envisageons».

«Nous devons le faire, a-t-il signifié, au delà de toutes les divergences que la vie de tous les jours peut nous réserver».

Pour M. Johnson, la solidarité, l'unité dans l'action «sont absolument essentielles si nous voulons surmonter tous les obstacles que le monde moderne et le prochain siècle nous réservent».

«Je vous convie tous, au cours des années qui viennent, à toujours garder le cap sur le progrès, le développement économique, social et culturel de la société québécoise», a-t-il conclu.

M. Johnson a aussi lancé un appel au calme et à la sérénité ailleurs au pays autant qu'au Québec.

«L'appel à la sérénité et au calme que j'ai déjà lancé aux Québécois, a-

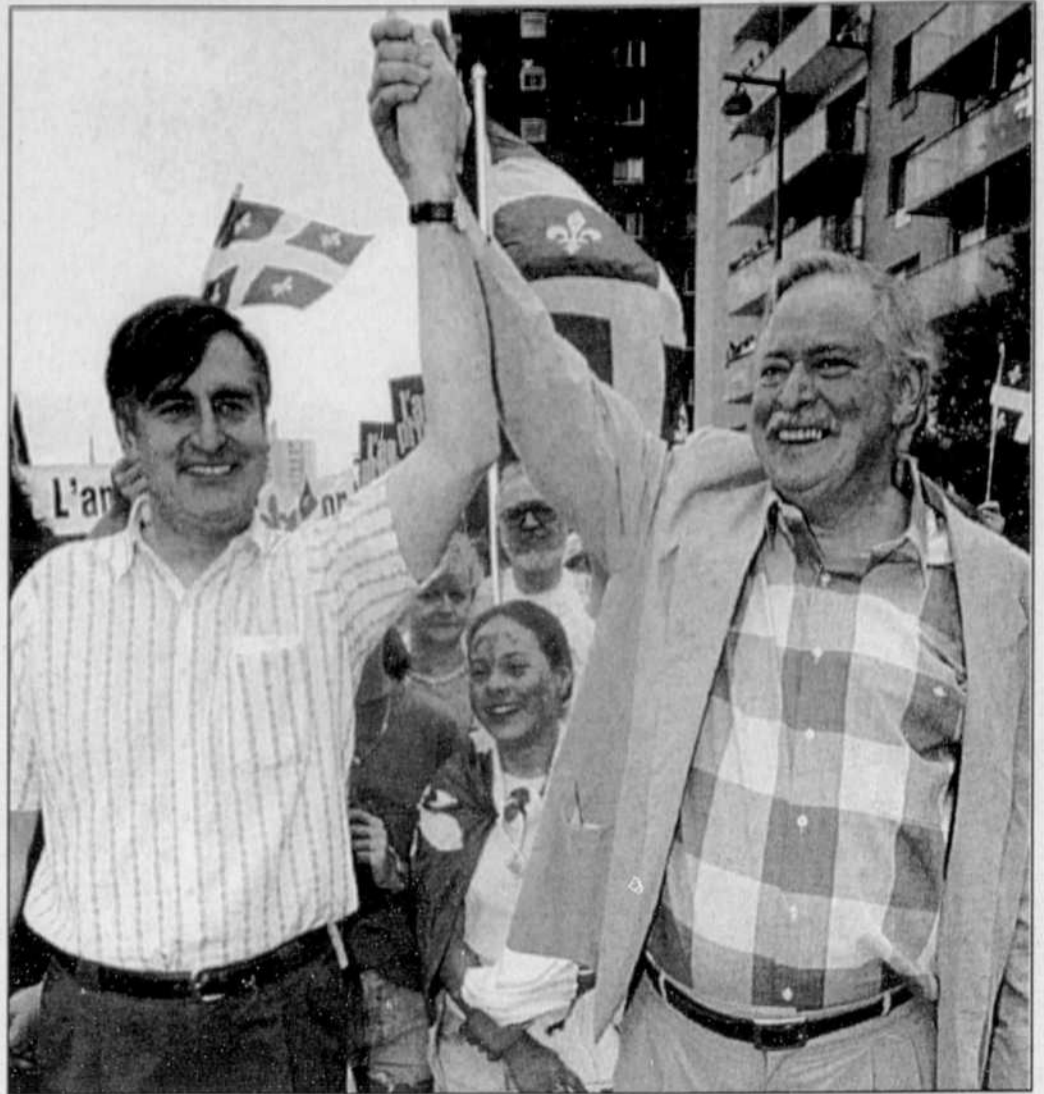
til précisé, s'applique aussi au reste du Canada (...) On doit mettre dans notre objectif tout ce qui est vraiment important pour les Québécois, la famille québécoise et l'appui que le gouvernement du Québec doit leur accorder, sur les jeunes et la contribution que nous devons leur permettre de faire à la société québécoise.»

«La discussion politique sur ce que le Canada de demain sera, sa place dans le monde, doit se faire dans la sérénité et le calme», a-t-il conclu.

Pour sa part, le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien, a dit voir dans les célébrations de la Saint-Jean «un rassemblement afin de fêter fièrement les valeurs et les traditions qui nous unissent dans une société moderne et tolérante».

«Les fêtes de la Saint-Jean témoignent du dynamisme et de la vitalité de la société québécoise et des communautés francophones, a déclaré M. Chrétien dans un communiqué. Elles constituent également une manifestation de l'esprit de solidarité qui anime notre grand et magnifique pays.»

«Nous avons bâti une société moderne, accueillante et tolérante qui a à cœur de veiller au respect des droits, à la promotion de la culture et à la protection du patrimoine québécois et canadiens-français», de conclure le premier ministre.



Lucien Bouchard et Jacques Parizeau: triomphants.

Un défilé à saveur préélectorale pour les souverainistes

- Bouchard: le Canada dort «dans un confort artificiel»
- Parizeau: une fête nationale «pas comme les autres»

LAURENT SOUMIS
LE DEVOIR

Les milieux souverainistes ont vu hier dans la participation populaire au défilé de la Saint-Jean un signe de la victoire prochaine du Parti québécois aux élections provinciales et un encouragement à travailler fort en vue du rendez-vous référendaire.

De façon générale, les déclarations à saveur partisane recueillies en cours de défilé tranchaient nettement avec les vœux plus apolitiques émis quelques heures plus tôt dans les traditionnels messages du 24 juin, fête nationale de tous les Québécois.

Promettant de s'impliquer personnellement dans la prochaine campagne référendaire, le leader du Bloc québécois, M. Lucien Bouchard, soulignait ainsi en cours de parcours que «l'année prochaine sera celle des grandes décisions». Peu surpris de l'hostilité à son endroit du Canada anglais, qu'il estime endormi «dans un confort artificiel», M. Bouchard s'est dit confiant que le reste du pays «devra accepter le résultat de la démocratie au Québec».

«Jose croire que notre fête nationale sera le point de départ d'un fructueux parcours de solidarité, a fait valoir le chef de l'opposition officielle à Ottawa.

Pour son vis-à-vis québécois, le leader péquiste Jacques Parizeau, «C'est une fête nationale qui ne ressemble pas aux autres puisqu'il y aura un référendum en 1995 visant à réaliser la souveraineté du Québec pour qu'enfin nous puissions être les seuls maîtres de notre avenir».

Selon lui, cette Saint-Jean s'inscrit dans la continuité du rejet de l'accord de Charlottetown en 1992 et de l'élection de 54 députés souverainistes aux Communes l'année suivante.

«Cela signifie que tous nos impôts, toutes nos lois et tous nos traités seront décidés par l'Assemblée nationale du Québec, une situation souhaitée par une grande majorité de la population québécoise», de soutenir M. Parizeau.

Suivant immédiatement le défilé, MM. Bouchard et Parizeau ouvraient hier la marche sous une bannière pro-

mettant d'ailleurs aux Québécois un pays pour l'an prochain.

Les deux hommes étaient flanqués du vice-président du PQ, M. Bernard Landry, et du député bloquiste de Laurier-Sainte-Marie, M. Gilles Duceppe.

Le premier disait déceler hier «une constance, un crescendo» dans la ferveur nationaliste des Québécois; le second la nécessité d'y aller «étape par étape».

«On sent que beaucoup de gens appuient notre cause et sont très sympathiques, de dire M. Duceppe. Mais il faudra travailler très fort.»

Refusant de se mêler aux élites du peloton de tête, le chef de l'Action démocratique du Québec, M. Mario Dumont, estimait «qu'aucun chef politique ne devrait ternir l'image de la fête en se tenant à la tête du défilé, gonflé d'un orgueil démesuré et croyant être suivi par le Québec tout entier».

Au premier rang, marchaient aux côtés des leaders souverainistes la présidente de la Centrale de l'enseignement du Québec, Mme Lorraine Pagé, et le président du Fonds de solidarité des travailleurs (FTQ), M. Fernand Daoust.

Tous deux promettaient hier d'être là au bon moment, la première «pour battre un gouvernement qui a dilapidé le patrimoine», le second «pour travailler en faveur d'une tendance lourde même si rien n'est joué».

Pour sa part, le président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, M. Jean Dorion, se réjouissait «de la belle affluence et de la participation multiethnique qui varie selon les quartiers traversés».

Le maire de Montréal, M. Jean Doré, refusait toute conclusion politique, estimant plutôt que les réjouissances d'hier témoignaient de ce que les Québécois et les Montréalais peuvent faire lorsqu'ils se tiennent «coudes à coudes».

Dans son homélie à l'occasion de la traditionnelle messe de la Saint-Jean, l'archevêque de Montréal, Mgr Jean-Claude Turcotte, a profité de l'Année internationale de la famille pour encourager la société «à investir» dans cette institution «d'une valeur parmi les plus importantes».



Le premier ministre Chrétien, à gauche, était hier dans son comté de Saint-Maurice. Le premier ministre Daniel Johnson, qui prend quelques jours de congé, a fêté la Saint-Jean à Québec.

Tarifs d'été Sensationnels!

À partir 93\$ par nuitée*

Tout prêt!

- Studios, suites d'une et de deux chambres à coucher
- Cuisines entièrement équipées
- Piscine intérieure et centre de conditionnement physique
- Stationnement souterrain
- Enfants de 18 ans ou moins demeurent gratuitement dans la suite de leurs parents
- Service aux chambres et restaurants

Tout prêt!

- Cérémonie de la Relève de la Garde
- Musée de l'Aviation
- Musée Canadien des Civilisations
- Musée des Beaux-Arts
- Canal Rideau et Marché Byward

*Occupation simple ou double. Tarifs en vigueur du 24 juin au 5 septembre 1994. Sujet à la disponibilité des suites.

PLACE MINTO
SUITE HOTELRéservations:
1-800-267-3377
(613) 782-2350

À deux pas de la colline parlementaire
433 ouest ave. Laurier
Ottawa, (Ontario)
K1R 7Y1
(613) 232-2200



Élections: Bourassa risque de s'en mêler

Québec (PC) — Au moment du déclenchement des élections, que d'aucuns prédisent pour le mois prochain, il restera toujours deux anciens premiers ministres du Québec qui pourraient être invités à sortir de leur retraite politique pour prodiguer leurs conseils et peut-être même faire campagne en faveur du parti qu'ils ont déjà dirigé.

Toutefois, si on se fie aux propos tenus cette semaine à la Presse canadienne par Jacques Parizeau et Daniel Johnson, la présence du libéral Robert Bourassa et du péquiste Pierre Marc Bourassa n'est pas encore assurée et pas nécessairement envisagée avec ravissement.

Le président du Parti québécois, Jacques Parizeau, devient presque muet quand on lui parle de son prédécesseur Pierre Marc Johnson, à qui il

a montré la porte de sortie après la défaite électorale de 1985.

Celui qui a dirigé le Québec pendant quelques semaines à l'automne de 1985 ne jouera «aucun rôle» dans la campagne à venir, a déclaré placidement M. Parizeau. Et le président du PQ d'ajouter: «Je ne sais pas du tout où il en est sur le plan politique.»

Quant à la possibilité de voir Robert Bourassa partager la tribune avec Daniel Johnson, le leader péquiste ne la commente pas explicitement mais il ponctue l'entrevue qu'il accordait mardi du vocable «triché», employé comme verbe ou épithète, dans une allusion directe à un livre récent qui critique la tactique de négociations constitutionnelles de l'ancien premier ministre libéral.

Chez les libéraux, la conjoncture est plus mouvante, le chef n'a pas l'air

embarrassé quand la question lui est posée sur une participation éventuelle de M. Bourassa à la campagne. Il devient visiblement mal à l'aise quand on lui cause de son frère. Il sourit et se contente de brefs commentaires.

Daniel Johnson convient de discuter politique avec Pierre Marc: «C'est une préoccupation familiale depuis 25 ans. La nouvelle, ce serait que je vous annonce que les Johnson ne parlent pas de politique. On échange», répond le premier ministre.

Il arbore un sourire contraint quand on évoque devant lui l'hypothétique tandem Daniel-Pierre Marc que certains ont imaginé à la manière des frères Kennedy comme grand coup que les libéraux pourraient porter pour frapper l'imagination et tenter de gagner une troisième victoire électorale d'affilée.



À surveiller samedi le 20 août : CAHIER ÉDUCTION

RÉUSSIR L'ÉCOLE

Parution: Samedi le 20 août
Tombée publicitaire: Vendredi le 12 août
Pour réservation publicitaire, (514) 985-3316
Télec.: (514) 985-3390 1-800-363-0305

C'est un rendez-vous dans
LE DEVOIR

LE DEVOIR

LE MONDE

PERSPECTIVES

Les Français sauvent la mise

Vers un succès au Rwanda?

FRANÇOIS BROUSSEAU
LE DEVOIR

Entrés avant-hier au Rwanda pour y protéger les nouvelles victimes potentielles de sauvages milices assoiffées de sang, les soldats français ont été accueillis hier comme des sauveurs par les réfugiés du camp de Nyarushishi, dans l'est du pays.

Simultanément, le vent d'opposition internationale à cette entreprise controversée s'est fait remarquablement plus doux. Plusieurs pays d'Europe (l'Italie notamment) et même d'Afrique (dont le Sénégal et l'Égypte, pour ne pas parler de certains régimes douteux comme le togolais et le zairois) appuient désormais l'initiative française, et se sont dans certains cas proposés comme appuis sur le terrain.

Si les Français sauvent des vies, ils auront le beau rôle

Même le Front patriotique rwandais (FPR), mouvement rebelle armé par l'Ouganda qui contrôle plus de la moitié du Rwanda, a nuancé hier ses furieuses critiques anti-françaises des derniers jours et s'est déclaré disposé à «revoir sa position», s'il s'avérait que Paris est vraiment entré au Rwanda pour y faire œuvre humanitaire.

Il est vrai que le FPR, qui aime se présenter comme le recours démocratique et la force pacificatrice face aux milices hutues — alors qu'il a lui aussi, bien qu'à une échelle beaucoup plus modeste, commis des atrocités — pourrait voir sa réputation ternie s'il persistait à jouer les mauvais coucheurs.

Ce ne sont pourtant pas les raisons qui manquent pour trouver suspecte l'entreprise française. Une entreprise qui, avant même d'être déclenchée, avait presque fait l'unanimité contre elle.

La France a un lourd passé en Afrique et en particulier au Rwanda. Elle y avait appuyé ouvertement le régime précédent du président assassiné Juvénal Habyarimana. Un régime dont les successeurs sont les responsables principaux des massacres à caractère largement ethnique des deux derniers mois, massacres dont la majorité des 500 000 victimes sont membres de la minorité tutsie.

Les précédentes interventions françaises en Afrique obéissaient souvent à un schéma selon lequel Paris, sous le couvert d'une opération de protection de ses ressortissants, venait à la rescousse d'un dictateur local en difficulté. Cela s'est vérifié tout autant sous la gauche que sous la droite: en 1986 par exemple, le président socialiste François Mitterrand approuvait une opération de «paras» pour sauver la mise au dictateur togolais Gnassingbé Eyadéma menacé par une tentative de coup d'État.

Cette fois, la situation est différente et la dimension «humanitaire» est mise de l'avant. Il est cependant difficile de ne pas voir également dans ce débarquement une opération politique.

La France aurait-elle certaines arrière-pensées envers des «alliés» — le régime hutu des héritiers d'Habyarimana — mis en déroute par le FPR? C'est possible, mais le discrédit pesant sur les milices «gouvernementales» hutues est tel qu'il est difficile d'imaginer aujourd'hui leur alliance avec les Français. Et de toute façon, il n'y a plus d'État à sauver, comme c'est habituellement le cas...

La France intervient parce qu'il y a un vide total du pouvoir tant à l'intérieur du Rwanda — où l'Etat et la société ont été littéralement dissous par la guerre civile — qu'à l'échelle internationale, où l'ONU est en net recul et où les conflits régionaux n'ont plus d'arbitre.

C'est ainsi qu'on laisse les Russes jouer les gendarmes dans le Caucase, les Américains agir (ou ne pas agir) en Haïti, et les Français intervenir en Afrique.

Que signifie, demandera-t-on enfin, une «intervention humanitaire» qui survient alors qu'un demi-million de personnes ne pourront plus jamais être sauvées?

On pourra certes juger sévèrement une opération qui se déroule après les gros massacres. Mais si une seule vie humaine supplémentaire était sauvée par cette intervention — et cela semble être le cas à en juger par les nouvelles en provenance de Cyanguu et Nyarushishi — alors les Français, contre toute attente, pourraient conserver le beau rôle et sauver la mise.

EN BREF

DÉMISSION AU MEXIQUE

México (Reuter, AFP) — Le ministre mexicain de l'Intérieur, Jorge Carpizo, a annoncé hier sa démission qu'il a justifiée par son «indignation et sa déception» devant l'attitude du gouvernement et du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, au pouvoir). «A diverses reprises, j'ai demandé à la société et au gouvernement de laisser la vérité guider notre action; la réponse a été encore plus de mensonges, encore plus de calomnies et encore plus d'hypocrisie», écrit-il dans sa lettre de démission au président Carlos Salinas de Gortari qui a refusé cette démission. Carpizo, un juriste très respecté au Mexique, devait superviser les élections présidentielles. Par ailleurs, un chemin de croix attend le nouveau commissaire du gouvernement pour le Chiapas, M. Jorge Madrazo, qui devra renouer le dialogue avec une guérilla plus que sceptique. Jorge Madrazo, jusqu'ici président de la Commission nationale des droits de l'Homme (CDNH), a été désigné jeudi soir par le président Salinas, une semaine après la démission de Manuel Camacho Solís, ancien maire de Mexico et membre éminent du PRI.

LA COALITION HONGROISE EST PRÊTE

Budapest (AFP) — Le Parti socialiste hongrois (MSZP, ex-communiste) et les libéraux de l'Alliance des démocrates libres (SZDSZ) ont présenté hier la composition du gouvernement, après avoir signé un accord de coalition gouvernementale pour quatre ans. La liste des ministres présentée par les deux partis comprend neuf socialistes et trois libéraux, sans compter des secrétaires d'État. La tête de liste SZDSZ aux dernières élections de mai, Gabor Kunce, a été désigné vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur.

QUINZE ÉTAGES PLUS BAS...

Copenhague (Reuter) — Un touriste allemand a fait une chute du 15^e étage d'un immeuble de Copenhague et s'en est sorti avec quelques contusions, a rapporté hier la police danoise. Eduard Pattera, 19 ans, était assis sur la rambarde du balcon quand il a été emporté par un vent violent. Le jeune homme a d'abord rebondi sur un câble électrique puis sur un arbre avant de se retrouver au sol après une chute de 50 mètres. «Cela doit être le miracle du siècle», a dit un porte-parole de la police.

Élections présidentielles dans l'ex-république soviétique

Deux visions de l'Ukraine s'affrontent dans l'isoloir

Dans un contexte de crise économique aiguë et de désenchantement postindépendance, l'Ukraine va aux urnes demain, lors du premier tour de l'élection présidentielle. Le président sortant, le nationaliste Léonid Kravtchouk, fait face à une forte opposition: le candidat Léonid Koutchma le talonne dans les sondages. Car l'Ukraine avec ses 52 millions d'habitants et ses ogives nucléaires, c'est aussi un pays divisé où les 22 % de Russes ethniques sont à la tête d'un fort mouvement visant le rapprochement avec Russie.

PAULE ROBITAILLE
CORRESPONDANTE DU DEVOIR

Kiev — Un pays partagé entre deux peuples. Une province qui brandit la menace de la sécession. Une économie qui va très mal. Une constitution dépassée. Et les ambitions d'un puissant voisin qui veut tout contrôler. La toile de fond des élections présidentielles en Ukraine peut rappeler le Canada, mais les règles du jeu sont plutôt différentes.

Dans les rues de Kiev, cherchez les signes d'une campagne électorale. Vous n'en trouverez pas. A la télévision, les vidéoclips des candidats, omniprésents à l'Ouest, manquent à l'appel. Au lieu de cela, les discours de chacun des sept protagonistes de cette campagne et de longs débats ont envahi le petit écran.

Pourtant, malgré son allure terne, la campagne est agressive et les sondages indiquent une participation importante aux deuxièmes élections présidentielles libres de la jeune histoire de l'Ukraine indépendante.

Demain, les Ukrainiens choisiront entre deux visions de leur pays; un choix qui pourrait bien décider de la survie du pays en tant qu'État. L'intérêt des gens s'explique peut-être par un dernier espoir de faire débloquer l'impasse qui rend leur vie si misérable. Avec la dévaluation vertigineuse de la «monnaie» ukrainienne, le salaire moyen est d'environ 10 dollars par mois.

L'Ukraine frise la faillite. Sa production industrielle a chuté de 50% depuis janvier. Sa monnaie qui n'en est pas une, le karbovanets («coupon»), vaut 20 fois moins que le rouble comparativement au dollar. Ici, les réformes économiques sont toujours au point mort.

Revenir à tout prix en arrière

Les russophones de l'est, fatigués par la terrible chute de leur niveau de vie, veulent à tout prix revenir en arrière, oublier le «beau risque» de l'indépendance et se coller à la Russie où, selon plusieurs, la vie est plus facile qu'ici.

Ce qui explique l'attitude de la Crimée, à majorité russe, qui veut quitter au plus vite ce pays de malheur.

Tout stagne. Les communistes et les socialistes dominent le Parlement, la «Rada». Leur *speaker*, Alexandre Moroz, est un nostalgique de l'URSS. Il est également candidat à la présidence. Et le premier ministre est aussi un dinosaure de l'ère soviétique, Vitali Massoul. «C'est encore une fois la vieille cuisine! Le retour aux vieux jours! Tout est opaque!» explique découragée une femme, professeur d'université.

Le nouveau président de ce pays de 52 millions d'habitants, la troisième puissance nucléaire au monde, aura donc tout un défi.

Des sept candidats en lice, deux s'imposent, encore une fois: deux anciens communistes, issus des mêmes souches.

D'abord, le président sortant; Léonid Kravtchouk, au

pouvoir depuis trois ans, depuis les premiers jours de l'indépendance ukrainienne. L'homme, ancien chef de l'idéologie du Parti communiste, se veut maintenant un défenseur farouche de la souveraineté du pays.

Léonid Kravtchouk présente à ses électeurs un bilan très partagé. Si les réformes économiques en Ukraine ont été pratiquement inexistantes durant son mandat, il peut, par contre, se prévaloir d'avoir évité le pire, guidant les premiers pas du nouvel État et négociant le partage de l'héritage soviétique sans conflit armé ni explosion. «M. Kravtchouk est un renard, raconte une passante. Il a l'expérience, il veut la paix. C'est pour cela que je l'aime.»

Si lors de la campagne électorale de 1991 ses appuis se concentraient dans l'est du pays, à majorité russophone, aujourd'hui, c'est l'ouest ukrainien nationaliste qui est derrière lui.

Faire parler de lui

Depuis le début de la campagne, il apparaît partout, à la télévision, à la radio, dans la majorité des journaux encore contrôlés par l'État. Vernissages, festival du cinéma, signature d'un accord de coopération et de partenariat avec l'Union européenne: toutes les raisons sont bonnes pour faire parler de lui.

Mais cela n'empêche pas son adversaire le plus farouche, Léonid Koutchma, ancien premier ministre de M. Kravtchouk, de marquer des points. Jadis à la tête d'une des plus grandes usines de missiles au monde, M. Koutchma se qualifie de pragmatique.

Durant sa campagne, il a répété la nécessité de créer des liens plus étroits avec la Russie, d'accélérer les réformes économiques et lancer à fond de train un programme de privatisation jusqu'ici inexistant en Ukraine. Le rapprochement qu'il propose avec la Russie lui vaut le mépris des nationalistes ukrainiens et l'amour des russophones.

Les deux hommes sont pratiquement à égalité dans les sondages et un deuxième tour de scrutin semble inévitable.

À part M. Koutchma et Kravtchouk, en troisième place dans les sondages, se trouve le *speaker* du Parlement, le nostalgique de l'URSS Vitali Morov. Le quatrième favori est Valodame Lanavoie, le chouchou des jeunes businessmen, le «Kennedy ukrainien», qui prône des réformes radicales et un virage à l'Ouest. Pour les Ukrainiens plutôt conservateurs, un discours aussi «révolutionnaire» fait peur.

Au deuxième tour, déjà, les observateurs prédisent que la plupart des votes de M. Lanavoie, populaire dans l'ouest, iront à M. Kravtchouk, et que ceux de Morov, aimé à l'est, se reporteront sur M. Koutchma.

Les élections présidentielles montreront la division claire entre deux peuples et deux cultures et leur difficile cohabitation. Là aussi, la chose n'est pas inconnue des Canadiens.

Delors n'a toujours pas de successeur

D'APRÈS REUTER ET AFP

Corfou — Les dirigeants de l'Union européenne ne sont pas parvenus hier soir à se mettre d'accord sur le nom du successeur de Jacques Delors à la tête de la Commission de Bruxelles.

Réunis en sommet à Corfou, en Grèce, les Douze n'ont pas réussi par deux fois à dégager le consensus nécessaire à la désignation du président de la Commission. Les discussions reprendront ce matin.

Au cours du dîner, un vote informel a été organisé. De sources diplomatiques européennes, on a appris que huit voix sont allées au Premier ministre belge Jean-Luc Dehaene, soutenu par la France et l'Allemagne, loin devant son homologue néerlandais, Ruud Lubbers, qui n'en a obtenu que trois.

Le Britannique Leon Brittan, commissaire européen au Commerce, a obtenu une voix, sans doute celle de son Premier ministre, John Major, sous haute surveillance des «euro-sceptiques» du Parti conservateur.

Devant l'échec de cette première réunion, certains chefs d'État et de gouvernement ont regagné leurs hôtels, aussitôt rappelés par la présidence grecque qui a souhaité une reprise immédiate des discussions.

Mais, quelques instants plus tard, les Douze se séparaient à nouveau sur un constat d'échec. Selon des sources diplomatiques, la situation avait toutefois quelque peu évolué puisque dix voix se seraient portées sur Jean-Luc Dehaene, une sur Ruud Lubbers — sans doute les Pays-Bas — et une sur Leon Brittan — toujours la Grande-Bretagne.

On ignorait encore quels sont les deux pays qui ont voté une première fois pour Jean-Luc Dehaene et une seconde fois pour Ruud Lubbers.

Par ailleurs, l'Union européenne a signé un accord de partenariat avec la Russie et entériné l'adhésion de quatre nouveaux pays au 1^{er} janvier 1995, hier, au premier jour de son Conseil européen de Corfou.

«Nous avons fait un pas historique qui interdira la guerre froide économique», s'est félicité le président russe Boris Eltsine.

Le chef de l'État russe a affirmé qu'il fallait désormais ouvrir à «faire de la petite Europe une grande Europe», une référence à son souhait de faire à terme de la Russie un membre à part entière de l'Union européenne.

L'accord de partenariat et de coopération, signé pour une période de dix ans, prévoit une ouverture accrue du marché européen aux produits russes, un encouragement aux investissements européens en Russie, et ouvre la perspective à terme d'une zone de libre-échange entre les deux parties.

L'Union européenne a par ailleurs entériné son élargissement de Douze à Seize, avec la signature des traités d'adhésion de l'Autriche, la Suède, la Finlande et la Norvège.

Sous réserve d'approbation des électeurs des trois pays nordiques lors de référendums cet automne — les Autrichiens ont déjà massivement dit oui le 12 juin — l'UE étendra ainsi son territoire du Péloponnèse jusqu'au cercle polaire le 1^{er} janvier prochain.

L'Union espère que l'arrivée de ces quatre pays riches, qui à terme apporteront plus d'argent au budget communautaire qu'ils n'en reçoivent, lui donnera un ballon d'oxygène, alors que les premiers signes de relance restent insuffisants pour créer des emplois pour ses 17,8 millions de chômeurs.

COLOMBIE

Samper aurait reçu des «narcodollars»

Bogota (AFP) — La Colombie est plongée dans un véritable scandale politique en raison d'une possible participation de «narcodollars» à la campagne du nouveau président Ernesto Samper qui, avant même son entrée en fonction, est contraint de se justifier aussi bien dans son propre pays que face à l'opinion internationale.

«Je n'ai jamais reçu d'argent d'aucune organisation criminelle (...) et je ne suis pas disposé à laisser sans réponse les calomnies non seulement contre ma propre dignité, mais aussi contre la Colombie tout entière», a déclaré M. Samper sans parvenir toutefois à dissiper définitivement les soupçons qui pèsent sur le financement de sa campagne électorale.

Selon des enregistrements de conversations téléphoniques, rendus publics mercredi dernier, le Cartel de Cali, l'une des principales organisations mondiales de trafic de cocaïne, aurait accepté de fournir 3 milliards de pesos (environ 3,7 millions \$) pour financer la campagne de M. Samper. Cette affaire, que les autorités ne sont pas encore parvenues à éclaircir, est intervenue deux jours après la victoire, dimanche dernier, au deuxième tour de l'élection présidentielle de M. Samper, 43 ans, sur son rival conservateur, Andrés Pastrana, 39 ans.

Elle a très vite provoqué l'inquiétude des États-Unis qui ont estimé qu'elle pourrait affecter la coopération avec la Colombie en matière de lutte anti-drogue, tandis que la presse américaine en a amplement rendu compte.

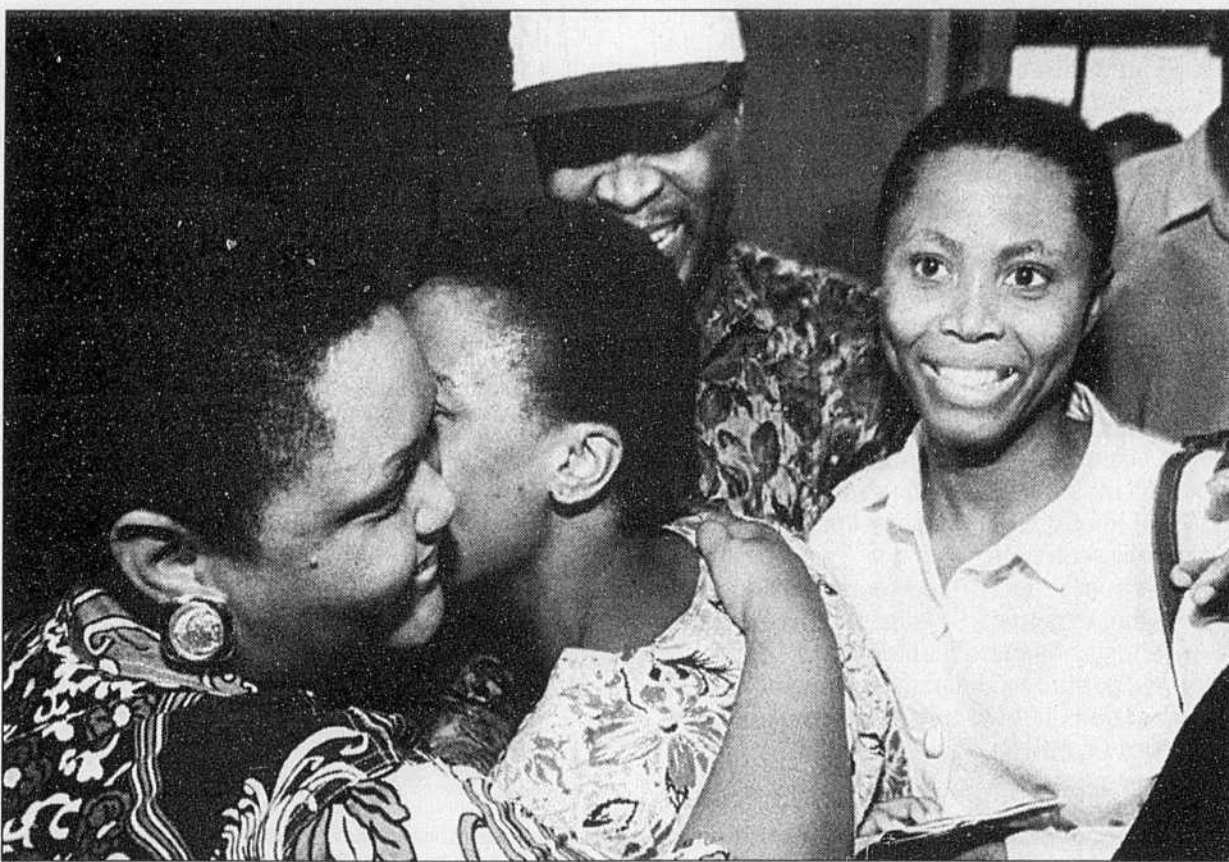
Pour M. Samper, qui doit remplacer l'actuel président César Gaviria le 7 août prochain, l'affaire est d'autant plus grave que son pays risque à nouveau, au plan international d'être taxé de «narco-démocratie» ce qui pourrait ruiner les efforts de son prédécesseur pour améliorer l'image de marque de la Colombie. Par ailleurs, les services de sécurité colombiens ont largement renforcé vendredi les mesures de sécurité autour du président élu, le libéral Ernesto Samper, et de sa famille, qui ont été menacés jeudi par un individu se réclamant du cartel de la drogue basé à Medellín.

«Nous avons pris ces menaces très au sérieux, et donc nous avons renforcé (le dispositif de) sécurité autour du président élu et de sa famille», a déclaré l'ancien sénateur Fernando Botero, l'un des plus proches collaborateurs de M. Samper.

La rédaction de la chaîne de télévision QAP avait reçu jeudi un appel téléphonique d'un correspondant se présentant comme le porte-parole des lieutenants de Pablo Escobar, le chef du cartel de Medellín tué en décembre dernier par la police. «Samper n'arrivera pas au pouvoir», avait affirmé cet interlocuteur anonyme. «Nous connaissons les points faibles de M. Samper, nous savons où se trouvent tous ses proches», avait-il ajouté.

Les enregistrements divulgués mercredi faisaient entendre une conversation entre les frères Orejuela d'une part, se disant prêts à financer la campagne électorale d'un candidat à la présidentielle, et le journaliste Alberto Giraldo d'autre part.

M. Giraldo a confirmé l'authenticité des enregistrements, en affirmant que les responsables de la campagne électorale de M. Samper et de celle de son rival Andrés Pastrana avaient rejeté les propositions de financement des chefs du cartel de Cali.



La suspension des vols entre Haïti et les États-Unis est entrée en vigueur hier à minuit et cette famille haïtienne a pris le dernier vol reliant Port-au-Prince à Miami.

Interruption des liaisons aériennes avec l'Amérique du Nord

Haïti a gardé ses étrangers

Port-au-Prince (AFP) — La plupart des étrangers résidant en Haïti sont restés dans le pays, en dépit de l'interruption, à partir de vendredi à minuit, des liaisons aériennes reliant Port-au-Prince aux États-Unis et au Canada, selon des sources diplomatiques concordantes.

La suspension des vols entre Haïti et les États-Unis, décision sur laquelle le Canada s'était aligné, avait été annoncée le 10 juin par le président Bill Clinton dans le cadre de sanctions américaines pour tenter d'obtenir le départ des responsables militaires haïtiens.

Environ 3000 Américains sur les 8000 résidant dans le pays auront quitté Haïti à l'arrêt des vols, a indiqué le porte-parole de l'ambassade des États-Unis, Stanley Schrage. Selon plusieurs agences de voyages de la capitale, il s'agit d'une majorité de personnes d'origine haïtienne. La plupart des Américains, dont les membres des

missions religieuses protestantes implantées depuis de nombreuses années, ne sont pas partis. M. Schrage a précisé qu'à ces 8000 Américains s'ajoutaient un millier d'autres qui ne sont pas enregistrés au consulat.

Pour les Canadiens, entre 800 et 850 personnes, dont une majorité de personnes d'origine haïtienne, sur 2400 recensés ont quitté Haïti, a annoncé un porte-parole de l'ambassade du Canada. En revanche, beaucoup de religieux, la plupart originaires de la province de Québec, «parfaitement intégrés depuis de nombreuses années», n'ont pas quitté le pays, a-t-il dit. Du côté de la communauté française, estimée à 1400 résidents, «aucune panique n'a été enregistrée, et les départs en vacances prévus se déroulent normalement», selon des sources diplomatiques et aéronautiques.

Cet arrêt des vols vers l'Amérique du Nord va pénaliser principalement les milieux populaires en privant de re-

venus plus de 100 000 personnes de condition modeste, selon des sources économiques et financières concordantes. Trois mille marchands populaires font ainsi la navette entre Port-au-Prince et Miami, New York, Panama et Curaçao, alimentant en marchandises bon marché 10 000 petits revendeurs. «Les personnes aisées ne peuvent plus voyager aux États-Unis ou au Canada, mais elles peuvent financièrement tenir», souligne un responsable patronal qui a requis l'anonymat. Les dernières sanctions économiques unilatérales créées mercredi par le président Clinton font l'unanimité contre elles dans les milieux patronaux, où on estime qu'elles frappent essentiellement les plus défavorisés. C'est notamment le cas de la plus critiquée, le plafond à 50 dollars par mois et par personne des transferts familiaux de la diaspora haïtienne vers Haïti. Ces transferts, estimés à environ 250 millions \$ par an, sont destinés aux milieux défavorisés.

É D I T O R I A L

Le cafouillis des compressions

Gilles Lesage

Quel contraste entre deux événements ministériels! Ministres, députés, journalistes et autres notables ont inauguré en grande pompe, cette semaine, le rutilant Casino de Pointe-au-Pic, considéré comme la panacée du comté «métaphysique» de Charlevoix. Rien n'avait été négligé pour faire de cette inauguration un succès médiatique, pochettes et conférences de presse à l'appui. Au même moment, presque en catimini et malgré elle, la présidente du Conseil du trésor consentait finalement à confirmer, debout dans le hall d'entrée de l'immeuble qui abrite le conseil des ministres (le fameux bunker de la Grande Allée), que 4000 postes sont en voie d'être abolis dans la fonction publique québécoise, durant l'exercice financier en cours.

Quel contraste aberrant! Alors que tout est mis en œuvre pour inciter petits et grands parieurs à tenter leur chance au blackjack, à la roulette, au midi-baccara et aux machines à sous — pour gonfler quelque peu les coffres de l'État boulimique — tout est mis en œuvre par ailleurs pour tenter d'atténuer et, si possible, réduire à moins que rien, les effets désastreux et en cascade des compressions. Pas de bilan d'ensemble de la double opération qui vise, en un an, à réduire de plus de 2 milliards\$ les dépenses gouvernementales. Avec toute la bonne volonté qu'elle est capable, Mme Monique Gagnon-Tremblay dissémine quelques bribes d'informations, partielles et éparées, se fait rassurante et conciliante. Pour le Casino, l'abondance, le buffet; au bunker, la disette, les miettes.

Et pourtant, cette fois, ce n'est pas uniquement de dépenses d'administration dont il s'agit, ni de dépenses de transfert (subventions), mais de personnes réelles, en chair et en os, à Montréal, Québec et partout en province. Les «postes» que la ministre évoque, ils étaient ou sont encore occupés par des hommes et des femmes dont le destin est soudain mis à la loterie. Tentant de dorer la pilule, la présidente du Trésor évoque l'attrition naturelle, le respect des conventions collectives et de la sécurité d'emploi; de sorte qu'en bout de ligne bien peu de fonctionnaires permanents seront mis en disponibilité ou tablettés, la roulette frappant les temporaires, les occasionnels, les contractuels. Les pelés, les galeux de qui vient tout le mal? Probablement.

Quel étrange raisonnement! Comme si le jeu de massacre auquel le gouvernement se livre impunément n'affectait pas justement, en priorité, les plus vulnérables de ses «serviteurs», ceux dont le statut précaire est doublement grevé par cette menace incessante, et qui ont peu de moyens pour se défendre et faire valoir des droits. Si au moins ils avaient quelques ou plusieurs milliers de dollars à parier pour enrichir l'État, celui-ci pourrait leur étendre le traitement de VIP qu'il réserve à ses clients privilégiés des deux casinos et, bientôt, au troisième de l'Outaouais. Mais non. Ils ne sont que des numéros sans pouvoir, qui occupent des «postes» que l'on supprime allégrement. Pour un cadeau de la Saint-Jean, quel désastre!

Et quelle foire! Pressée de questions par les reporters — comme elle l'était encore la semaine dernière à l'Assemblée nationale, mise opportunément en congé avant que le gouvernement ne fasse tomber le couperet — la présidente du Trésor fait contre mauvaise fortune bon cœur. Mais elle est incapable de fournir la moindre indication quelque peu précise quant à l'ampleur réelle et au «succès» de la double opération en cours. L'objectif serait atteint à «quelques dizaines de millions\$» près, par rapport aux 2,1 milliards\$ prévus d'ici le 1^{er} avril 1995. Mais encore? Elle ne saurait en dire davantage, des négociations et ajustements n'étant pas encore complétés ici et là dans l'appareil.

Qu'en est-il alors, à tout le moins, dans son propre ministère qui, si important soit-il par sa force de frappe, compte moins de 1000 employés? Comment donne-t-il l'exemple quant aux coupures totales de 6% dans les effectifs, de 10% dans les subventions et de 30% dans l'administration, ou

d'une combinaison de ces cibles? La ministre ne le sait pas davantage, car là aussi, il reste des fils à attacher. Les suggestions quant à la diminution des heures de travail durant les trois mois d'été ayant été rejetées, d'autres hypothèses sont à l'examen.

Pire encore. Alors que l'inquiétude et le désarroi, voire la panique et le cynisme s'installent un peu partout dans les officines gouvernementales — avec un terrible effet démobilisateur qui finit par affecter la prestation de services — chaque ministre est laissé libre quant au choix des moyens pour faire connaître les mauvaises nouvelles à son personnel. Ces décisions cruelles affectent pourtant des milliers de personnes, leurs familles, leur entourage et, par ricochet, l'ensemble des Québécois. Ceux-ci n'auraient-ils pas mérité que le chef du gouvernement lui-même, avant de se lancer à corps perdu dans la chasse aux votes, ou sa mandataire en l'occurrence, fasse le point en long et en large, à la tribune privilégiée de l'Assemblée nationale?

Mais non. La rationalisation dont M. Johnson se gargarise à tout venant souffre de graves accrocs avec la franchise et la limpidité qui s'imposent dans de telles circonstances, si difficiles soient-elles. Que chaque ministre, que chaque dirigeant d'organismes joue à la loterie comme bon lui semble avec son personnel, aux abois. Au ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, le sous-ministre Norman Riddell a au moins eu la décence de faire face à la musique en réunissant tous les employés de la capitale pour les informer directement de décisions qui les concernent directement. Le ministre de l'Environnement et de la Faune, M. Pierre Paradis, a choisi, lui, une vidéocassette pour s'adresser à ses fonctionnaires; par la suite, il a fait tenir à la presse un communiqué résumant succinctement son «plan de rationalisation cohérent».

C'est la moindre des choses, pensez-vous, que ce geste de courtoisie élémentaire et de transparence minimale. Pourtant, ces deux exemples, bien différents, sont mentionnés parce qu'ils sont exceptionnels. S'il en est, bien peu d'autres ministères se sont donné la peine de faire part de vive voix de leur manière de faire tomber le couperet fatidique. Bien sûr, il faut un certain courage pour affronter des centaines de fonctionnaires courroucés, qui en ont ras le sol d'être les sempiternels boucs émissaires des turpitudes gouvernementales. Si on en juge par l'improvisation et le cafouillage qui ont prévalu cette semaine, bien peu osent bravement faire face directement à la grogne, inévitable et compréhensible, de leurs subalternes, impuissants et désabusés.

Les fonctionnaires ont mauvaise presse, certes. Mais il est loin le temps où le gouvernement, précédent et actuel, se faisait fort de couper dans le gras, de donner une cure minceur à une fonction publique pléthorique et bedonnante. C'est dans le vif que l'on taille désormais, c'est à l'os que l'on touche quand on coupe des «postes», des postes qui sont occupés par des femmes et des hommes bien en chair, sans titre, sans grade et sans pouvoir. Pénible et pitoyable opération d'allègement qui n'ose dire son nom.

Les dés sont jetés. Quand on comprime, compresse, sabre et coupe à l'aveuglette dans les effectifs, désormais, on joue à la roulette russe avec des milliers de petits fonctionnaires. On improvise en catimini et dans la bousculade le démantèlement de services essentiels. Rationalisation, que de béatitudes en ton nom!



Coupable, votre honneur

Cela m'a quand même pris deux jours pour découvrir la clé de l'énigme. Mais c'est l'été et il fait chaud. Alors nos neurones fonctionnent plus lentement. Regardez les politiciens. C'est en tentant d'expliquer le comportement d'O.J. Simpson que, d'un seul coup, j'ai compris ce qui faisait marcher la planète, l'origine de la vie, les maringouins, bref toutes ces grandes questions qui nous assaillent et piquent... notre curiosité, sans compter le pourquoi et le comment des marionnettes à trois doigts de Radio-Canada (où sont les deux autres? Est-ce le résultat d'une transformation génétique?).

Prenez O.J. Voici un homme qui assassine calmement sa femme et l'amant de sa femme — du moins c'est ce que les procureurs nous disent, en insistant particulièrement sur la nature calme et réfléchi du geste. Et puis, d'un seul coup, il perd les pédales et se lance à bride abattue (si on peut dire) sur les autoroutes de Los Angeles comme pour prouver une fois de plus qu'avec Hertz, vous êtes sur la route plus rapidement. Qu'est-ce qui a bien pu se passer pour cet homme perde son calme légendaire et fasse ainsi un fou de lui-même? Seuls les Québécois auront compris l'explication qu'a pu donner Dan Rather. Il semblerait en effet que le matin même où il devait se présenter au poste de police pour un séjour de 30 ans, il ait décidé à la dernière minute de lire les journaux. Immédiatement, nous a appris Rather, il aurait sauté dans sa voiture, présumément pour aller voir sa mère.

Toute la clé de l'énigme est là. Qu'ait-il pu lire qui le pousse ainsi à rechercher le sein maternel? Sûrement pas l'horreur du Rwanda. À ce que je sache, O.J. n'est pas Tutsi. Il ne saurait y avoir une explication. Pour la première fois de sa vie, O.J. venait de feuilleter un journal canadien — question de savoir s'il pourrait trouver refuge dans les Pays d'en Haut — dans lequel il apprendrait qu'à cause du Bloc québécois le pays de son exil doré n'existerait probablement plus dans dix mois. D'où le choc. Et d'où la décision de sauter dans sa bagnole pour aller régler son compte au séparatisme-en-chef. Lucien l'a donc échappé belle, et si j'étais lui, j'envierais un gros merci à



DANIEL LATOUCHE

chacun des 816 policiers qui, n'écoutant que leur courage, ont accompagné O.J. sur les autoroutes californiennes. Encore quelque 5000 kilomètres et Lucien y goûterait.

Mais il ne faudrait pas que Lucien croie que son calvaire est fini. Aux États-Unis, on commence à découvrir que les difficultés que rencontrent les États-Unis avec le cas haïtien sont directement reliées à la présence du Bloc. En effet, depuis qu'ils ont appris que le Québec serait bientôt un pays souverain et qu'ils pourraient y démenager en masse, les Haïtiens ont cessé de prendre les menaces américaines au sérieux et n'attendent plus qu'un signe de Lucien pour sauter dans leur chaloupe et remonter le Saint-Laurent. Tous les moyens sont bons pour atteindre la Terre promise. Regardez O.J.

Les Français eux aussi sont furieux. Et ils ont doublement raison. L'hiver dernier, ils ont invité Lucien à souper, ils lui ont trouvé un tapis rouge pour qu'il ne s'enfange pas dans les fleurs, ils lui ont donné deux fois le dessert et que fait ce cher Lucien une fois rentré au pays? Il continue à parler de souveraineté. Avec quelle conséquence, demandez-vous? Ma foi, vous ne connaissez rien à la politique internationale (ton outre). Le Rwanda, voyons donc. Le Rwanda.

La France s'apprêtait calmement à envoyer la Légion au Rwanda — rien de spécial, elle le fait à chaque mois — quand on apprend que le premier ministre de ce petit pays était au Québec et qu'il aurait même rencontré Lucien. Voilà! Tout s'éclaircit. Lucien a dû lui faire miroiter l'aide certaine d'un Québec souverain.

C'est la colère française qui a mis la puce à l'oreille des Japonais. Pendant des années, on leur a dit que la défense

du dollar fort était l'un des piliers de la politique économique des États-Unis. Or, voici que depuis trois semaines, les Américains laissent dégringoler leur billet vert, en apparence pour forcer les Japonais à revoir à la baisse leurs ambitions commerciales. Depuis hier, les Japonais sont livides (si on peut dire). On vient de les informer que pour donner des munitions à Jean Chrétien dans sa lutte aux séparatistes, les Américains acceptent de perdre allégrement des milliards. En plus d'avoir O.J., Cédras, la Légion à sa troupe, voici que Lucien va devoir esquiver les Ninjas des services secrets japonais. L'espère pour lui que son judo n'est pas trop rouillé.

Cette mise en accusation généralisée de Lucien est profondément injuste. Qu'on lui accole la responsabilité de la pluie de météorites sur la Rive-Sud, cela passe encore. La responsabilité du plafond de l'Assemblée nationale qui tombe sur la tête des ministres libéraux? Peut-être. Après tout, n'est-il pas vrai que la seule existence des séparatistes a suffi pour enrager les dieux qui n'hésitent pas à nous l'envoyer dire. Mais cela n'excuse pas qu'on passe sous silence de bons coups.

La Corée du Nord! Que faites-vous de la Corée du Nord qui vient d'annoncer qu'elle gelait le développement de son programme nucléaire depuis que l'ancien président Carter lui a transmis un message de Lucien. Que faites-vous de Michel Rocard qui vient de perdre sa job depuis que les Français ont appris qu'il appuyait la souveraineté du Québec, confirmant ainsi que l'indépendance allait forcer Laurent Beaudoin et Bombardier à démenager leurs 11 000 emplois à Plattsburgh?

S'il est vrai que Lucien est la cause de la chute du marché de la vente des maisons, il ne faut quand même pas oublier qu'à lui seul il a occasionné une augmentation de 2% du marché de la maison neuve. Et que faites-vous de la chute dans l'augmentation des ventes de cigarettes en Ontario? Et l'amélioration de la balance touristique québécoise ne compense-t-elle pas largement la hausse du niveau de l'eau dans le fleuve Mackenzie? Et puis, si Lucien est responsable de tout, cela veut-il dire que Jean n'est responsable de rien?

L E T T R E S

La réalité à Polytechnique

Selon un récent rapport faisant suite à l'affaire Fabrikant, certains professeurs de Concordia se seraient imposés injustement comme les auteurs de travaux scientifiques faits par d'autres, et cela, en profitant du laxisme de leurs dirigeants.

Malheureusement, à l'École Polytechnique où je suis professeur, on a dépassé, et de loin, le niveau du laxisme. En matière de recherche, nos dirigeants ont mis en place un système qui conduit automatiquement au genre d'abus dénoncé à Concordia. Voici une description succincte de ce système et de son fonctionnement: on forme des équipes de recherche officielles en choisissant de préférence pour les diriger des professeurs qui n'ont par eux-mêmes aucune capacité de recherche. On leur paie des chercheurs appelés associés de recherche (ou autrement). Ces chercheurs n'ont pas de permanence et doivent mettre le nom de leur supérieur comme coauteur dans leurs publications. On engage aussi de jeunes professeurs assez «mal-licéables» pour accepter de servir

comme chercheurs dans ces équipes et sur lesquels on exerce les pressions habituelles: menace de renvoi, refus de promotion etc., pour les asservir à la manière des associés de recherche. Voilà, en quelques mots, la réalité à Polytechnique. Certains prétendent que le contrat est honnête. On offre un poste, un salaire en échange d'une participation à titre d'auteur. Mais, à la limite, devrais-je mettre le nom du ministre de l'Éducation comme coauteur de mes articles puisqu'en définitive c'est de lui que provient mon salaire? Et puisqu'on peut devenir scientifique par personne interposée, peut-on aussi devenir compositeur de musique, peintre ou écrivain de la même façon? Le motif profond de nos dirigeants, c'est le pouvoir, le désir de tout contrôler... et aussi la peur de la critique. Leur attitude est particulièrement incompatible avec l'esprit d'une institution universitaire. Pour faire progresser les connaissances, un professeur d'université doit posséder une autonomie de pensée, un esprit critique. Vouloir limiter l'exercice intellectuel du professeur au domaine strict de la science, sans accepter qu'il remette en cause le cadre même dans lequel il tra-

vaille, c'est vouloir la quadrature du cercle.

Luc Robillard
Professeur titulaire
École Polytechnique de Montréal
Montréal, 13 juin 1994

La mémoire courte de Webster

M. Webster a une tête d'honnête homme, à tel point qu'on lui donnerait le bon Dieu sans confession. Hélas, il a de toute évidence la mémoire très courte ou il ment délibérément. En effet, dans LE DEVOIR du 8 juin, il nous parle d'un rapport de la Banque Royale, durant le référendum de 1992, énumérant les conséquences néfastes d'une séparation. Manque de pot, ledit rapport n'élocubrait qu'à propos des conséquences néfastes d'un vote négatif sur l'accord de Charlottetown: c'était si horripilant et terrifiant que le lendemain du résultat négatif, on se serait attendu à la fermeture des succursales de la Banque Royale, au dollar à 0,50\$, au Canada en faillite sinant en révolution et à Webster fuyant aux îles Mouk Mouk!

Pierre Mercier-Gouin
Saint-Sulpice, 9 juin 1994

À P R O P O S

... des familles traditionnelles

Les personnes du troisième âge et de la fin de l'âge adulte sont proportionnellement plus nombreuses dans les familles traditionnelles que dans les familles à deux soutiens. Il y a néanmoins de jeunes couples aujourd'hui où seul le mari occupe un emploi rémunéré.

Ces familles traditionnelles diffèrent cependant de celles où les époux sont plus âgés en ce que l'inactivité de la femme est souvent temporaire: la plupart des jeunes épouses y ont une expérience récente du marché du travail et ont quitté celui-ci pour s'occuper de leurs enfants.

Pour les jeunes familles, il peut y avoir des avantages à ne compter qu'un seul soutien: moins de stress à essayer de concilier travail, responsabilités familiales et besoins

personnels et plus de temps pour participer activement à l'éducation des enfants.

En revanche, elles risquent de connaître de plus grandes difficultés financières puisqu'elles ne peuvent compter sur le revenu que d'un seul des conjoints pour subvenir à leurs besoins.

Le revenu des familles traditionnelles est, en moyenne, inférieur à celui des familles où les deux conjoints travaillent, quel que soit l'âge du couple.

En outre, l'effet d'une perte d'emploi sur le revenu est généralement plus désastreux pour les premières que pour les secondes.

Tendances sociales canadiennes, Statistique Canada, printemps 1994.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910

Directrice LISE BISSONNETTE

Rédacteur en chef BERNARD DESCÔTEAUX

Directeur délégué à l'administration FRANÇOIS THOUIN

Directeur de l'information BENOÎT AUBIN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, ROCH CÔTÉ

Rédacteurs en chef adjoints JEAN-ROBERT SANSAFON, LUCIE LACAVA

2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9. Tél.: (514) 985-3333

F A I S C E Q U E D O I S

IDÉES

Le grand vol du 7/47

Avec un billet de Lotto Super 7 payé deux fois plus cher, on obtient 150% moins de chance de remporter un gros lot similaire à celui de la 6/49

MAURICE PHILIPPS

Scénariste et réalisateur auprès de ministères, l'auteur a publié le roman *Mort imminente* chez Québec/Amérique

Loto-Québec a procédé récemment au premier tirage du Lotto Super 7, une nouvelle loterie de type 7/47 qui, contrairement à ce que laisse entendre sa publicité, offre aux consommateurs

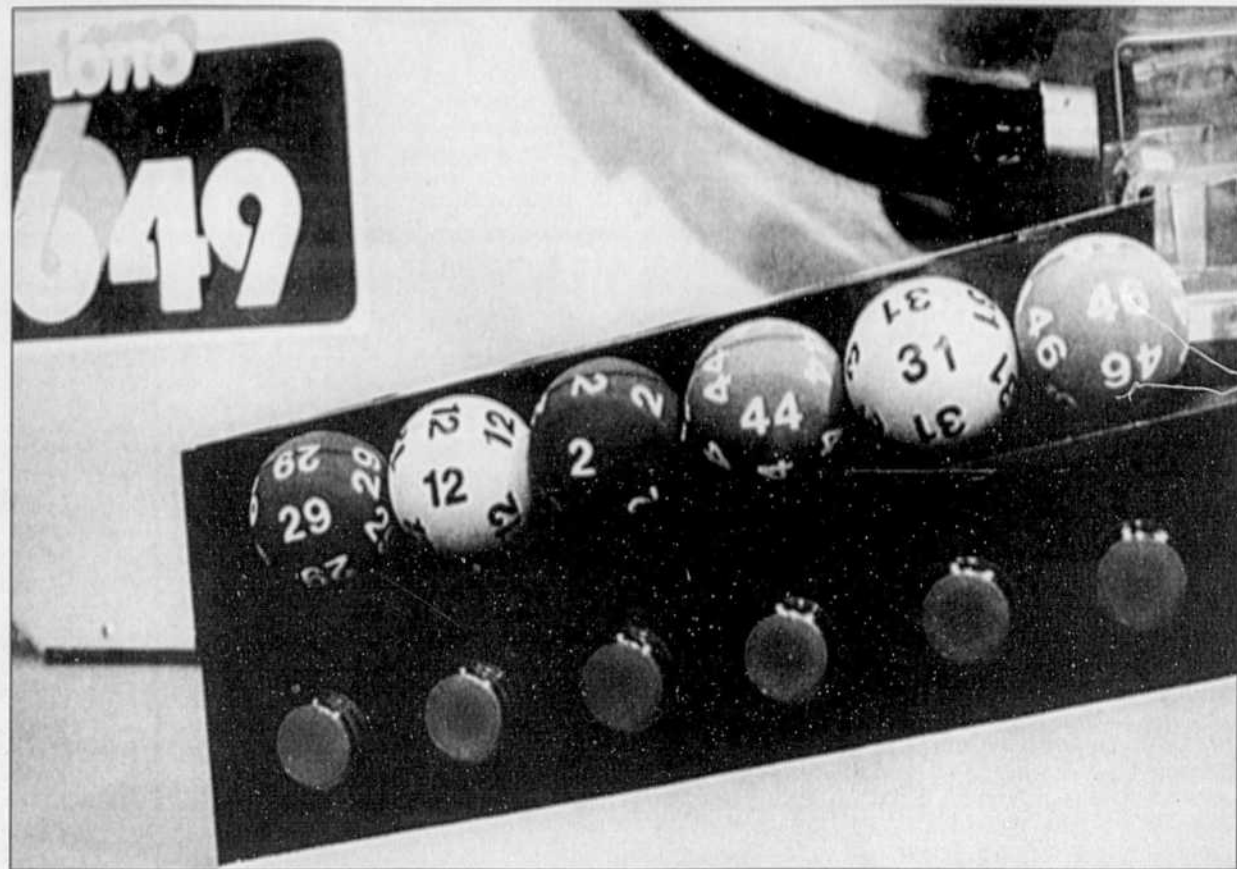


PHOTO ARCHIVES

moins de probabilités de gain en argent que la 6/49, et n'affiche qu'un taux de remise réel de 30%.

Malgré une publicité promettant «plus de chances de gagner qu'au Lotto 6/49», le consommateur, en payant son billet de Lotto Super 7 deux fois plus cher, obtient 150% moins de chances de remporter un gros lot similaire à celui de la 6/49. En fait, une mise de 28 ne confère qu'une chance sur 21 millions de remporter un gros lot de 2,5 millions, lot offert couramment par la 6/49 qui, pour 18, offre une chance sur 14 millions. Normalement, le gros lot offert au 6/49 n'est que d'un million, mais depuis quelques mois, en raison des mises, cette loterie offre à ses adeptes des gros lots supérieurs à 2 millions et atteignant régulièrement 5 millions. En envahissant le marché du 6/49, le Super 7 grugera considérablement ses mises, ce qui fera baisser son gros lot et sa popularité. Bien qu'elle s'en défende dans sa publicité, Loto-Québec, et ses sœurs pancanadiennes, ont amorcé une opération pouvant conduire à la disparition de la 6/49 et à son remplacement par une loterie retournant moins d'argent aux parieurs mais plus de profits à l'État.

Ça changera vraiment pas l'monde

En mentionnant dans sa publicité que le Super 7 offre «plus de chances de gagner qu'au Lotto 6/49», Loto-Québec passe subtilement sous silence que son nouveau jeu offre seulement plus de chances de gagner une participation gratuite à une loterie qui attribuera rarement de l'argent à ses consommateurs. Dès qu'il est question de gagner un lot en argent sonnant, les chances y diminuent dramatiquement. Au Super 7, non seulement la probabilité de toucher le gros lot est 1,5 fois plus faible qu'au 6/49, mais les plus petits lots en argent, ceux de 10\$, ne se gagnent qu'en obtenant un 3 sur 7 plus numéro complémentaire, ou un 4 sur 7, ce qui ne se réussit en moyenne qu'en dépensant 65\$, soit une fois tous les 32,5 achats d'un montant de 2\$. Au 6/49, un gain de 10\$ au 3 sur 6 se produit statistiquement après un déboursé de 56\$. Quel que soit le mon-

tant mis en jeu, la 6/49 offre toujours plus de chances de le toucher, cela même si les participations du Super 7 contiennent trois sélections, une choisie par le joueur et deux générées par l'ordinateur, ce dont tiennent compte les statistiques de Loto-Québec. Pour choisir lui-même sa combinaison gagnante, un joueur n'a qu'une chance sur 63 millions! Pourquoi donc Loto-Québec affirme-t-elle qu'au Super 7 il existe «plus de chances de gagner qu'au Lotto 6/49»? Seulement parce que ce jeu est la première loterie sur terminal à offrir comme lot des participations gratuites, et à calculer ces prix sans valeur dans le calcul de son taux de remise, taux qui pourtant devrait être le pourcentage d'argent remis aux joueurs. Ainsi, en distribuant 472 000 billets gratuits lors de son premier tirage, le Super 7 a empoché près d'un million de dollars pourtant déclarés remis aux joueurs.

En incluant les participations gratuites parmi ses remises, la Société Loto-Québec fausse le calcul de son taux de remise. Plutôt que de remettre 45% des sommes jouées, Loto-Québec redistribue au public une proportion inférieure des mises.

Chaque fois qu'elle vend 100 billets de Super 7 à 2\$, Loto-Québec empoche 200\$ et devrait remettre au parieur 45% de cette somme, soit 90\$. Mais, en distribuant une participation gratuite une fois sur sept, soit 14,29 fois, et en calculant la valeur théorique de ces participations dans son taux de remise, Loto-Québec économise 28,57\$ et ne remet en argent que 61,43\$ sur 200\$, soit un taux de remise réel de 30,71%.

Ce calcul, assez clair la première semaine, alors qu'aucune participation gratuite ne vient embrouiller le tableau, se complique par la suite puisque «le taux de remise appliqué par Loto-Québec tient compte des billets gratuits», et que «ceux-ci sont incorporés dans les ventes et dans les lots». Selon que l'on calcule le taux de remise réel sur l'ensemble des participations déduites ou sur les seuls billets achetés, on obtiendra alors un taux de remise en argent de 30,71 ou de 35,83%, ce qui reste bien en deçà des 45% normaux.

Les billets gratuits viennent aussi gonfler le calcul du taux de remise global qui, après quatre tirages, vient plafonner à 52,5%, ce qui permet à Loto-Québec de déclarer: «Le taux de remise moyen est de 52,5%». En écrivant cela, la société d'État joue allégrement avec ses propres définitions puisqu'elle inclut ici ses billets gratuits dans son taux de remise, tout en les excluant de ses ventes et en utilisant les recettes réelles comme base de calcul, ce qui lui permet d'afficher un pourcentage plus alléchant. Pourtant, la définition de Loto-Québec spécifie que les billets gratuits sont incorporés dans les ventes et dans les lots.

Le 7/47 décollera-t-il?

Alors que les lots du 6/49 risquent de diminuer avec l'introduction de la nouvelle loterie, ceux du Super 7 vont au contraire atteindre des sommets qui dépassent l'imagination. Avec ses faibles probabilités et son lot cumulé de 2,5 millions, auquel on ajoutera hebdomadairement 60% du fonds des lots (versus 50% dans le cas du 6/49),

la cagnotte du Super 7 risque d'atteindre des montants époustouflants, «des sommes qui vous feront rêver», clame Loto-Québec. Alors que le 6/49 a offert des prix atteignant 18 millions, on peut s'attendre à ce que le Super 7 offre régulièrement des gros lots supérieurs à 20 millions! En faisant rêver à de pareilles destinations, le 7/47 est assuré de faire embarquer beaucoup de voyageurs à bord et de réussir son décollage.

En fait, ses terminaux deviendront vite aussi achalandés que ceux des aéroports. Quand on se rappelle les fièvres causées par l'attribution de lots de 15 à 18 millions à la 6/49, il est facile de prévoir que les Québécois succombent à une épidémie folle à la perspective de remporter un gros lot de 20 ou de 25 millions. Grâce au Super 7, les fièvres précédentes provoquées par des lots occasionnels d'une quinzaine de millions vont devenir chose courante. Loin d'avoir une préoccupation sociale et de se soucier d'éviter les crises de folie qui ont amené des familles à se priver de nourriture pour acheter de faux espoirs, Loto-Québec et l'État mettent aujourd'hui en branle une loterie qui fera de ces fièvres un événement régulier, et qui, même, en provoquera de plus graves quand, un jour, l'inaccessible lot frisera les 30 ou 40 millions. «Ça dépasse l'imagination», tel est le slogan du Super 7. S'il faut beaucoup d'imagination pour croire que le Super 7 soit payant, il n'est pas difficile d'imaginer quelles seront les conséquences de cette loterie auprès d'une population désespérée par la crise économique. Peut-être l'État a-t-il manqué d'imagination...

À la rescousse de Fidel

L'«aide» d'Ottawa à Cuba, une politique à courte vue

PEDRO MARTORI

Domicilié à Montréal, l'auteur y représente le mouvement Cuba indépendante y democrática (CID), basé à Miami.

Jusqu'à quel point la nouvelle politique canadienne d'«aide» à l'égard de Cuba est-elle réaliste, sage et vraiment solidaire du peuple cubain?

Quand il s'agissait de l'Afrique du Sud, le Canada n'avait pas de politique indépendante de celle des États-Unis. Dans la guerre du Golfe, le Canada s'était rallié à l'effort de guerre américain. Quand le président Jean-Bertrand Aristide a été chassé du pouvoir par les putschistes haïtiens, Ottawa a dépêché son ministre des Affaires étrangères pour qu'il se joigne à d'autres figures du continent pour intercéder en faveur d'Aristide.

Dans tous ces cas, on invoquait à juste titre la moralité démocratique, la défense des droits de l'homme contre la férocité des dictateurs.

Mais dans le cas du peuple cubain, sa souffrance sous la coupe d'un régime totalitaire masqué sous le drapeau du marxisme ne semble pas empêcher nos politiciens de dormir.

Pour le ministère des Affaires étrangères du Canada, l'argument de la souffrance des Cubains n'est aujourd'hui que le prétexte pour annuler une politique instaurée plusieurs années auparavant, dans la foulée de l'intervention cubaine en Angola.

Mais c'est surtout un prétexte pour couvrir une autre politique, visant celle-là à permettre aux gens d'affaires de profiter maintenant, pendant qu'il en est encore temps et alors que Castro est toujours là, de la situation... tout en empêchant le peuple cubain de prendre en main sa propre destinée.

Oui, le temps court et le Canada veut protéger ses intérêts économiques.

Mais c'est une action myope: Fidel Castro n'est pas un bon cheval; son avenir est plus qu'incertain.

Et pourtant, le Canada mise toujours, en 1994, sur ce cheval! C'est une politique à courte vue, orgueilleuse puisqu'elle se démarque des États-Unis.

Une politique qui couvre les intérêts matériels les plus égoïstes des investisseurs d'ici, sans aucun égard pour des principes moraux invoqués ailleurs: une gifle contre les combattants de la démocratie et de la justice écrasés par Fidel Castro et son omniprésente police secrète.

Cette politique ne vaudra au Canada aucun respect parmi les Cubains qui souffrent et qui luttent. En rétablissant de cette façon son aide au régime cubain, le Canada tourne le dos à la souffrance de ce peuple.

De plus, en considérant le montant de l'aide annoncée, et en faisant l'hypothèse qu'elle se rende, on peut s'interroger sur sa portée. Que sont 1,5 million de dollars face aux manques criants de 11,5 millions de personnes qui ont besoin de tout: nourriture, vêtements, médicaments?

Castro va tomber. Si ce n'est pas demain, ce sera après-demain, ou dans un avenir relativement rapproché. Le Canada viole-t-il, aujourd'hui, ses beaux principes humanitaires parce qu'il aurait peur de ne pas avoir de place, demain, dans les affaires cubaines?

Les politiciens et les fonctionnaires à Ottawa ne voient-ils donc pas que le régime castriste est au bout du rouleau, qu'il va peut-être même bientôt s'effondrer? Ne voient-ils pas que dans un pays où la population est soumise aux caprices d'un obsédé du pouvoir absolu, on ne peut pas produire convenablement des biens et services, ni faire correctement du commerce?

Comment peut-on croire qu'il est possible de transiger avec un pays qui n'a plus rien ou presque rien à offrir, avec un pouvoir qui est hostile par essence aux producteurs libres, à la débrouillardise et à l'entrepreneuriat (pourtant si typiques des Cubains), avec un régime aux abois qui ne recherche en fait qu'une marge de crédits supplémentaires pour durer quelques mois, quelques années de plus?

Peut-on blâmer l'embargo commercial des États-Unis pour la dégringolade du camp socialiste, et par ricochet pour la situation à Cuba?

La réponse est non. L'embargo des États-Unis n'est pas dirigé contre le peuple cubain. Il est dirigé contre un dictateur totalitaire.

C'est plutôt lui qui impose dans les faits un épouvantable embargo à son propre peuple, puisqu'il ne lui permet pas de travailler librement, à son propre compte, puisqu'il n'admet pas la libre entreprise, puisqu'il hait la liberté d'expression, de publication et de communication, choses pourtant indispensables à toute économie saine.

L'embargo castriste contre la liberté et la démocratie, voilà la cause d'un naufrage économique faussement attribué au blocus américain.

Avec sa politique myope, le Canada joue contre ses propres intérêts à long terme.

Pourquoi une politique quand il s'agit d'Haïti ou de l'Afrique du Sud, et une autre quand il s'agit du Cuba de Fidel Castro?

Négociations de libre-échange

Feldman contre-attaque

L'avocat américain accuse le ministre Ciaccia d'avoir injustement mis en doute le travail accompli pour le Québec lors de son mandat

ELLIOT J. FELDMAN

Avocat rattaché au bureau de Pepper, Hamilton & Scheetz de Washington, M. Feldman fut conseiller juridique du Québec dans le cadre des négociations de libre-échange. Rapportées dans le DEVOIR du 11 juin dernier, ses déclarations récentes accusant Ottawa et Québec de mal défendre les intérêts de la province ont fait l'objet de réactions de la part du ministre John Ciaccia à l'Assemblée nationale. M. Feldman réagit à son tour aux propos du ministre.

Le ministre John Ciaccia a répondu à l'article paru dans LE DEVOIR en attaquant mon éthique personnelle et professionnelle. Je me dois d'y répondre, étant toutefois limité par mon obligation de confidentialité envers un ancien client.

Cet article traitait notamment du rôle joué par le gouvernement du Canada lors de la défense des intérêts du Québec dans divers dossiers d'échanges commerciaux internationaux. Tout ce qui y est relaté est de nature publique. L'attaque lancée par le ministre ne découle aucunement du texte même de cet article. Au surplus, il ressort des journaux que le ministre ne dément aucunement les principaux points de l'article du DEVOIR. Dans à peu près toutes les procédures intentées par les États-Unis à l'encontre du Canada, le gouvernement fédéral a préféré défendre ses propres intérêts ou ceux des provinces autres que le Québec. Le Canada n'a donné son appui au Québec que lorsque seuls les intérêts de cette province étaient en jeu.

Le ministre a mis en doute le travail que j'ai accompli pour le Québec lors de mon mandat. J'ai invité les gens de la presse à contacter les divers dirigeants des ministères et organismes concernés afin qu'ils confirment ma feuille de route. J'ai traité beaucoup de dossiers pour le gouvernement du Québec et je peux dire que le Québec a gagné toutes les causes contestées. J'ai toujours réussi à protéger les intérêts du Québec, parfois en évitant les débats judiciaires. Même lorsque les autres pro-

vinces canadiennes et le gouvernement fédéral perdaient, le Québec gagnait.

Le ministre a également mis en doute le bien-fondé de mes honoraires. Jamais, au cours de mon mandat, le ministre ne m'a demandé de justifier les factures que je lui ai transmises et celles-ci ont été examinées de façon régulière par le ministère des Affaires internationales et par le ministère de la Justice. À tout événement, un tel sujet ne pourra jamais être clarifié à l'Assemblée nationale ou lors de débats journalistiques. Je demande une vérification publique de toutes les factures que j'ai envoyées au gouvernement du Québec concernant les différents mandats que j'ai obtenus de septembre 1989 à décembre 1993.

Le dossier du magnésium

Que des vérificateurs indépendants exposent à la population du Québec la nature des dossiers traités, le temps consacré à chacun d'eux, le taux horaire des avocats concernés ainsi que les résultats obtenus. J'invite ces vérificateurs à faire le même exercice pour tous les avocats ayant représenté le Québec dans des dossiers de même nature. Une vérification préliminaire avait été entreprise il y a un an au sein du gouvernement et on m'avait indiqué que le rapport qualité/prix pour mon travail était beaucoup plus satisfaisant que celui des avocats retenus par la suite par le ministre.

Le ministre prétend qu'il m'a congédié dans le dossier du magnésium et a ainsi sauvé la stratégie industrielle du gouvernement du Québec. C'est tout simplement faux. Le ministre a retenu les services de Bud Lawrence, un avocat semi-retraité autrefois haut fonctionnaire d'une association pétrolière et engagé plus tard par Akin, Gump, Hauer & Feld, afin qu'il négocie un règlement avec les États-Unis. Je représentais toujours le gouvernement pour tout l'aspect judiciaire du dossier comme d'ailleurs le reflètent les comparutions et les procédures déposées devant les instances concernées. Et, tel que le démontrent les registres publics, ce sont ces procédures judiciaires et non la négocia-

tion pour laquelle Me Lawrence avait été retenu qui ont conclu le dossier avec succès.

J'ai gagné la cause du magnésium en débattant vigoureusement les pratiques d'Hydro-Québec, lesquelles sont au cœur même de la stratégie industrielle du Québec. C'est seulement après avoir gagné cette cause que l'on m'a démis de mes fonctions. J'ai été engagé par Hydro-Québec après mon congédiement par le ministre Ciaccia. Hydro-Québec valorisait grandement mon travail et n'était pas prêt à retenir les services des nouveaux procureurs du ministre Ciaccia.

Suite à mon départ, le ministre a engagé Me Lawrence et sa firme pour porter en appel devant deux groupes spéciaux binationaux, partie de deux décisions rendues dans la cause du magnésium portant sur certains points techniques. Non seulement n'ont-ils pas réussi à obtenir un règlement du dossier avec les États-Unis, mais en plus, ils ont perdu ces deux appels.

Le ministre insiste qu'il a engagé Akin, Gump, Strauss, Heuer & Feld pour la principale raison qu'il connaissait et recherchait les services de M. Strauss. Or, au moment où il a retenu ladite firme, M. Strauss était l'ambassadeur américain à Moscou. Tous les documents officiels provenant de cette firme confirment d'ailleurs qu'à l'époque M. Strauss n'y était attaché d'aucune façon.

Le ministre Ciaccia ne m'a donné aucune raison justifiant ses agissements. Je n'ai jamais su pourquoi j'ai été congédié après les plaidoiries finales dans une cause alors qu'il ne restait qu'à attendre la décision du tribunal (une cause que nous avons gagnée, comme toutes les autres d'ailleurs). Ce n'est pas à moi de spéculer. Toutes les raisons fournies par le ministre sont contredites par les faits et documents faisant partie de registres publics. Aucune de ces raisons n'est reliée au sujet traité dans l'article du DEVOIR. Je ne sais tout simplement pas pourquoi M. Ciaccia a choisi de m'attaquer personnellement au lieu de traiter de ces questions publiques, d'importance primordiale pour les intérêts du Québec.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes: à l'information générale et métropolitaine: Sylvain Blanchard, Paul Cauchon, Jean Chartier, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Kathleen Lévesque, Caroline Montpetit, Bernard Morrier, Isabelle Paré, Laurent Soumis, Guy Taillefer (ad-joint au directeur de l'information); Jean-Pierre Legault (responsable des pages thématiques), Diane Précourt (pages éditoriales); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographies); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Stéphane Baillargeon, Roland-Yves Carignan, Pierre Cayouette (livres), Paule des Rivières, Marie Laurier, Robert Lévesque, Odile Tremblay; à l'information économique: Gérard Bérubé (responsable), Robert Dufresne, Claude Lévesque, Serge Truffaut, Claude Turcotte; à l'information internationale: Jocelyn Coulon (responsable), François Brousseau (éditorialiste), Antoine Char, Sylviane Tramier, Clément Trudel; à l'information politique: Pierre O'Neill, Jean Dion (correspondant parlementaire à Ottawa), Gilles Lesage (correspondant parlementaire et éditorialiste à Québec), Michel Venne (correspondant parlementaire à Québec); Serge Chapleau (caricaturiste); à l'information sportive: Yves d'Avignon, Denise Babin, Rachel Ducloux (commis), Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction), La Documentation: Gilles Paré (directeur), Manon Scott, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa), LA PUBLICITÉ Lucie Pinsonneault (directrice), Jacqueline Avril, Lise Bourgault, Brigitte Cloutier, Gyslain Côté, Johanne Guibeau, Jean-Yves Guilbert, Christiane Legault, Monique Verreault (publicitaires); Micheline Turgeon, Olivier Zuida (commis); Michèle Bouchard (secrétaire), L'ADMINISTRATION Henry Riéd (contrôleur), Nicole Carmel (coordonnatrice des services comptables); Florine Cormier, Céline Furoy, Jean-Guy Lucas, Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross, Linda Thériault (adjointe à l'administration), LE MARKETING ET SERVICE À LA CLIENTÈLE Christiane Benjamin (directrice), Johanne Briant (secrétaire), Manon Blanchette, Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc-Venne, Jean-Marc Ste-Marie (superviseur aux promotions des abonnements), LA PROMOTION ET LES RELATIONS PUBLIQUES Guy-Renaud Kirouac (directeur), LA PRODUCTION Marie-France Turgeon (directrice de la production), Sylvain Darcy (directeur de l'informatique), Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard DesCormiers, Caroline Des Rosiers, Lynda Di Cesare, Marie-Josée Hudon, Michael Schneider, Christiane Vaillant. Les annonces classées et avis publics: Yves Williams (superviseur), Jean de Billy, Marlène Côté, Sylvie Laporte, Pierrette Rousseau, Micheline Ruelland. LE CONSEIL DU DEVOIR INC. Pierre Bourgie (président), LA FONDATION DU DEVOIR Marcel Couture (président), Roger Boisvert (vice-président et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

DÉFILÉ Même le «bonhomme»

SUITE DE LA PAGE 1

gros camion aux couleurs du Casino de Montréal. Le maire Jean Doré suivait dans une rutilante bagnole décapotable, accompagné de bonshommes déguisés en parcmetres et en sabots de Denver.

On a ensuite eu droit à un char allégorique du Festival western de Saint-Tite et à celui du Carnaval d'hiver de Québec (avec le «bonhomme» en personne qui précédait de peu Youppi, la mascotte poilue et orangée des Expos). Et bien d'autres choses encore vantant les forêts et les cabanes de bois rond de l'Abitibi, sur fond de «p'tite toune» de Raoul Duguay, les grosses «bebittes» du Dinaurium de Laval, les Médiévales de Québec (avec cracheur de feu, chevaliers en armure, franciscains en bure et tout le tralala), les peintres paysagistes de Charlevoix et leur tableaux, ou le Festival de danse rétro de Saint-Hyacinthe et son rock'n'roll.

Des dizaines et des dizaines de participants poussaient aussi des valises où figuraient les noms des commanditaires de l'événement. Les plus généreux donateurs (les caisses populaires, les centrales syndicales, etc.) avaient droit à d'immenses caisses portées par les fourchettes frontales des chariots élévateurs.

Quatorze fanfares ont tout de même participé au défilé sans faire de pub pour quiconque. Des groupes amérindiens qui devaient participer à la fête se sont désistés à la dernière minute.

Le cortège s'est ébranlé de la rue Saint-Urbain, au centre-ville, et s'est dirigé vers l'est, jusqu'au boulevard Pie-IX. Tout au long des six kilomètres du parcours, les personnes agglutinées sur les trottoirs et les balcons bénéficiaient d'un spectacle continu d'environ 45 minutes. Une foule calme et joyeuse, à l'enthousiasme contrôlé, où dominaient largement les «gens du pays» dits «de souche».

Les quelques personnes interrogées ont bien apprécié le travail. Certains badauds ont toutefois déploré les nombreux temps morts du spectacle roulant.

Comme le veut la jeune tradition, une marche clôturait le tout. Une marche où trônaient les figures tout aussi habituelles, à commencer par Jacques Parizeau et Lucien Bouchard, les chefs des partis nationalistes (le PQ et le Bloc).

Les deux hommes ont vu hier dans la participation populaire au défilé un signe de la victoire prochaine du Parti québécois aux élections provinciales et un encouragement à travailler fort en vue du rendez-vous référendaire (voir autre texte en page A 4).

Le défilé a pris fin aux abords du Stade olympique. Les gens étaient invités à assister à un match opposant les Expos aux Marlins de la Floride. Moins de 30 000 personnes se sont finalement déplacées, même si les billets, les chiens-chauds et les boissons gazeuses étaient offerts



Les quatre vedettes du spectacle de la Saint-Jean: Robert Charlebois, Yvon Deschamps, Marie-Denise Pelletier, et Daniel Bélanger.

à moitié prix.

Avant le match, ils ont respectueusement écouté (sans siffler ni huer) une version instrumentale de l'hymne national canadien, même si la Société Saint-Jean-Baptiste avait demandé qu'on ne le joue pas.

Plus de quatre-vingts fêtes de quartiers se déroulaient ailleurs dans l'île de Montréal. Petite-Patrie, Parc-Extension, Mile-End, Plateau-Mont-Royal... L'humeur était à la fête chez ces gens qui préféraient célébrer la fête des Québécois en fraternisant avec les voisins plutôt qu'en allant faire le pied de grue au défilé (voir autre texte en page A 4).

En début de soirée, le Service de police de la CUM, qui avait déployé un maximum d'effectifs, ne déplorait aucun incident majeur, ni dans les quartiers, ni durant le défilé.

Tout ce monde en fête était ensuite convié à un souper populaire au parc Maisonneuve. Le menu concocté par le grand chef Jean-Claude Arseneault reflétait la diversité régionale et ethnique du Québec, avec crevettes de Matane, fesses de bœuf braisées, cerf et sanglier, et bien sûr du blé d'Inde en épi, mais aussi des plats italiens, grecs ou libanais. On servait même du bison, plus typiquement *West-Canadian* celui-là. Environ 25 000 personnes sont venues se remplir la panse.

Les couverts rangés, on devait ensuite passer à une autre tradition: le spectacle en chanson et en musique, le grand party de famille quoi, qui se déroulait lui aussi au parc Maisonneuve.

Le conteur et harmoniste Alain Lamontagne et le contrebassiste Michel Donato ont commencé à réchauffer l'assistance. Puis Robert Charlebois (qui fêtait ainsi ses trente ans de carrière), Yvon Deschamps, Marie-Denise Pelletier et Daniel Bélanger se sont partagé la scène. On attendait plus de 100 000 «gens du pays» à cette surbourn qui devait clore la journée de festivités.

RWANDA Soutiens à la France

SUITE DE LA PAGE 1

norité tutsie), qui tente de prendre Kigali, la capitale, a quant à lui prévenu qu'il considérerait les soldats français comme des agresseurs.

Tandis que les hommes du colonel Didier Thibaut tâchent de mener à bien leur mission en territoire rwandais, la France, qui avait souhaité jeudi un «soutien plus actif» de ses partenaires européens, a rallié hier matin les premiers soutiens de ses voisins à son intervention. Selon des sources de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), les Douze moins l'Irlande et le Danemark, la Belgique, les Pays-Bas, le Portugal, l'Espagne, l'Allemagne et la Grande-Bretagne sont disposés à apporter à la France une aide logistique et humanitaire.

Le premier ministre italien Silvio Berlusconi a déclaré pour sa part que son pays était prêt à contribuer militairement à l'opération Turquoise.

«On est en train d'examiner les choses et je pense qu'on arrivera à envoyer bientôt des soldats», a déclaré le président du Conseil italien lors d'une conférence de presse au sommet européen de Corfou.

Dénonçant la «situation incroyable et terrible» du Rwanda, Silvio Berlusconi a précisé que les militaires italiens — il n'a pas donné de chiffre — seraient envoyés avec un hôpital de campagne.

En Afrique, le Congo, le Cameroun, le Tchad, la République centrafricaine, la Guinée équatoriale, le Gabon, le Niger et le Cap Vert ont aussi apporté hier leur soutien à Paris. L'Égypte a annoncé qu'elle était disposée à participer à l'intervention en envoyant des observateurs.

«Plus les jours passent, plus on s'apercevra du bien-fondé de l'action française qui est de vaincre l'horreur», a déclaré à Nîmes le ministre français de la Coopération, Michel Roussin. «Le dispositif est en place» et «sa vocation humanitaire est respectée», a souligné M. Roussin.

Pendant ce temps, les combats se poursuivaient avec violence à Kigali, où le FPR a accentué sa pression sur les derniers soldats des FAR pour prendre les faubourgs de la ville encore entre leurs mains.

Une quarantaine de personnes ont été grièvement blessées hier par la chute d'un obus sur l'hôpital de la Croix-Rouge, a indiqué un porte-parole de l'ONU qui a précisé que le projectile aurait été tiré des positions du FPR.

Par ailleurs, le FPR a entrepris d'évacuer 35 000 réfugiés du sud de Gitarama (50 km au sud-ouest de Kigali), cible d'attaques au mortier, a annoncé l'organisation humanitaire Médecins sans frontières-Belgique qui accompagne les réfugiés — dont 700 malades, 200 blessés et 700 orphelins.

«Vive les Français!»

Les réfugiés ont accueilli avec un énorme soulagement l'arrivée des Français. Depuis le début de la semaine, ils s'attendaient à un assaut des Hutus qui avaient en-

cerclé le campement d'abris de fortune faits de bâches de plastique vertes et bleues.

«Ils avaient des lances, des pieux, des gourdins et des fusils», précise Jean-Baptiste, un paysan. «Ils disaient qu'ils voulaient qu'il n'y ait plus un seul Tutsi vivant au Rwanda.»

Les assaillants hutus ont finalement été dispersés par la gendarmerie rwandaise qui, depuis, garde le campement.

Le colonel Didier Thibaut qui, à la tête d'une trentaine de parachutistes, a franchi la frontière zairoise pour gagner Nyarushishi jeudi après-midi, raconte avoir convoqué sur le champ le préfet, le chef de la gendarmerie et celui de l'armée gouvernementale pour leur dire sans ménagement que les massacres devaient cesser.

«Notre objectif est de faire sentir notre présence et de faire savoir aux autorités locales que les civils de quelque ethnicité qu'ils soient sont sous notre protection, même si nous ne sommes pas physiquement sur place.»

A mesure que les Bêrets rouges français se déploient dans la région, ils sont informés de la présence de petits groupes de réfugiés tutsis vulnérables qui ont besoin de leur protection.

«On nous parle d'un orphelinat ici, d'un groupe d'étudiants là. Il s'agit de rassembler les informations», souligne le colonel.

De source militaire française, on précise que les éléments avancés se déploient dans trois directions — au nord vers Kibuye, à l'est vers la forêt de Nyungwe et au sud vers Bugarama.

Nombre de réfugiés de Nyarushishi ont perdu les membres de leur famille dans les massacres perpétrés par leurs voisins hutus et quelquefois par des amis qui se sont retournés contre eux.

Des milliers d'entre eux s'étaient réfugiés dans le stade de Cyangugu avant que le préfet de la région ne décide de les transférer dans ce camp sans aucune protection, si ce n'est la présence symbolique de délégués de la Croix-Rouge internationale (CICR) qui l'administrent.

S'aventurer hors du camp est dangereux. «Ceux qui vont chercher du bois ne reviennent jamais. Ils sont tués par les Hutus», assure un réfugié.

Bien que le Front patriotique rwandais (FPR), à dominante tutsie, ait condamné l'intervention française, les réfugiés débordent de gratitude.

«Il y a bien eu un moment de tension lors de notre arrivée, parce que quelqu'un leur avait dit qu'on venait pour les tuer, raconte Didier Thibaut. Mais nous avons aussitôt expliqué pourquoi nous étions ici et en dix minutes la glace était rompue.»

Même les Hutus semblent avoir bien accueilli la présence française. «Vive les Français!», pouvait-on lire sur une pile de vieux pneus dressée devant un des nombreux barrages de la milice hutue le long de la route principale.

AVENTURES On ne meurt jamais dans les rêves

SUITE DE LA PAGE 1

meil, rêvais, me réveillais et puis me rappelais ou bien oubliais, dans cet ordre. Une nuit, la séquence sacrée a été inversée: j'ai commencé à rêver avant de m'endormir, ou alors c'est que je me suis réveillé à l'intérieur de mon rêve. En fait, je suis resté conscient pendant mon endormissement, ce qui est formellement impossible. Le rêve est devenu la conscience de ce moi endormi.

Le phénomène s'est reproduit avec régularité, souvent vers le matin. Je ressentais avec précision l'arrachement de mon corps: c'était la parodie d'une douleur physique. Très vite, j'ai développé la faculté de rêver à volonté, découvrant du même coup la possibilité inédite et vaste de contrôler mes rêves, de les penser. C'est devenu un vice. Le plus souvent, je survolais la ville aux petites heures du matin, à une altitude de 300 mètres environ. Il m'arrivait de reconnaître Montréal, mais il pouvait aussi s'agir d'une autre ville. Les murs des bâtiments semblaient faits de carton coloré ou de sucre candi. Je planais là-haut et puis revenais me coucher, ou bien je descendais faire un petit tour sous terre avant. À cette époque, j'étais encore capable de revenir dormir dans mon lit. Pendant mes rêves, j'avais l'impression de pouvoir faire tout ce que je voulais, mais j'étais surtout curieux de simplement observer ce qui allait se passer. Je me laissais porter par le courant, en remuant parfois, dans la densité du vide, une idée paresseuse comme une nageoire.

Pour être de bonne humeur, j'avais maintenant besoin de mon petit rêve dirigé. Bientôt, il m'en a fallu deux par nuit, et ensuite j'ai continué à augmenter la dose. Je ne pouvais pas m'imaginer en train de perdre pied dans cette aventure incorporée. La première mise en garde sérieuse m'a été servie un matin que je venais de survoler le Nord en rase-mottes et de me baigner dans un lac profond et inconnu. À mon réveil, j'ai bien noté qu'il y avait un peu de brume, mais rien d'anormal en l'occurrence. Je devais me rendre à un cours et passer un important examen ce jour-là. Quand je suis arrivé rue Sherbrooke, je me suis aperçu que j'étais nu et l'autobus arrivait.

Je n'aurais pas su dire quelle partie de mes vêtements manquait au juste. Il s'agissait d'une impression générale et très exacte, une certitude: j'avais oublié de m'habiller avant de sortir et maintenant il était trop tard. Une grande vague de chaleur a envahi mon visage et j'ai traversé la rue sans regarder à gauche ou à droite. Je sentais que la seule chose à faire était de continuer comme si je n'avais rien remarqué. Quand je suis arrivé dans l'atrium, j'ai trouvé la réaction des gens singulière et déplacée. Personne ne s'occupait de moi. Pourtant, le murmure des voix ne pouvait me tromper: mon oubli n'avait échappé à quiconque et seule leur hypocrisie leur permettait en ce moment de donner le change et de détourner la tête avec autant de conviction dans l'indifférence.

Je n'osais plus me regarder. J'avais le sentiment qu'une partie au moins de ma personne était vêtue, mais la nudité continuait de peser sur moi comme un voile épais, un velours trouble. J'ai effectué tout le trajet sans attirer l'attention. Je sentais tout le monde choqué et retenant son souffle, mais aimant

mieux nier la réalité que d'avoir à tenir compte de ma tenue. Le même malaise m'a accompagné dans le métro puis au long des couloirs de l'université. J'avais hâte de revoir Adrénaline. Elle saurait me dire si j'avais de l'allure ou non.

J'ai pris place dans un coin au fond de la salle, protégé par une table qui faisait office d'écran partiel. Les étudiants ont commencé à arriver, l'air s'est rempli de leurs propos railleurs, truffés de sous-entendus. Ils faisaient mine de m'ignorer, affectant une légèreté ironique et un détachement trop parfaits pour être authentiques. Adrénaline s'est pointée, passant devant moi sans paraître remarquer ma présence. Ce n'était pas la même Adrénaline que d'habitude. D'abord, je n'arrivais pas à fixer ses traits, qui semblaient se réorganiser entre eux au fur et à mesure que j'essayais de les replacer. Sa figure se brouillait à ma vue comme celle de ces gens dont on veut préserver l'anonymat à la télévision. Et puis, elle me présentait un profil fuyant tandis qu'elle gagnait sa place dans l'angle opposé de la classe. J'aurais préféré qu'il n'y ait pas ce halo d'incertitude flottant sur son visage. Déjà le professeur passait les copies. Il n'a fait aucun commentaire et j'ai fait semblant d'éviter son regard. Je me suis penché sur la première question qui disait:

I- Soit un canard entré par mégarde dans une centrale nucléaire, et qui touche par accident à une manette à un endroit où il n'a pas d'affaire; calculez la radioactivité émise par le canard quand il sortira de la centrale:

- a) à 3 mètres
- b) à 6 mètres
- c) à 9 mètres
- d) à 666 mètres
- e) à aucun mètre du tout

J'essayais de réfléchir. J'avais du mal à me concentrer, alors je suis passé à la question suivante.

II- Répondez à la question I en remplaçant le canard par un chaton âgé de six mois.

Je suis allé directement au numéro trente: toujours la même centrale nucléaire, et cette fois il était question d'un ornithorynque. J'ai retourné ma copie devant moi en portant une main à ma tempe, m'absorbant dans le lent bourdonnement qui en émanait, semblable à celui d'un tube au néon.

Certains, ayant terminé avant la fin de la période allouée, ont remis leur copie avant de s'éclipser d'un air satisfait et modeste. Quand j'ai vu Adrénaline faire de même, mon sang n'a fait qu'un tour et j'ai foncé vers la porte en lançant ma copie sur le bureau de l'examinateur, adoptant ensuite une démarche digne car je venais de me rappeler que j'étais tout nu. J'ai rattrapé ma copie dans le couloir:

- J'ai une question à te poser, Adrénaline.
- 37,6 rems, qu'elle m'a lancé sans se retourner.
- Ce n'est pas de ça que je veux te parler.

Elle marchait très vite. J'avais toute la misère du monde à me maintenir à sa hauteur. Quand elle s'est arrêtée brusquement pour croiser les bras et se mettre à taper du pied, j'ai failli lui rentrer dedans. J'attendais qu'elle opère

une volte-face, prenne conscience de l'indécence de ma situation et m'explique ce qui m'arrivait et comment je devais me comporter. Mais elle restait là à fixer, devant elle, le bout de ce couloir interminable.

- Qu'est-ce que tu veux savoir?
- C'est à propos des rêves, Adrénaline.
- Qu'est-ce qu'il y a encore avec les rêves?
- Tu crois que c'est possible, quelqu'un qui n'arriverait plus à s'arrêter de rêver?

— La réalité est le socle du rêve. Elle avait parlé sans cesser de fixer le fond du couloir. Et elle ne me laissait toujours pas la regarder en face.

— Mais admettons que ça arrive? Qu'est-ce qui se produirait?

— On ne meurt jamais dans les rêves. T'as remarqué?

J'étais seul au milieu du couloir. J'ai regardé partout, elle avait disparu. Alors j'ai longé ces murs qui étaient longs et lisses et brillants et très droits mais qui donnaient l'impression de toujours tourner en rond, si bien que je voyais les mêmes noms revenir sur les mêmes portes et que je m'arrêtais invariablement, plein d'angoisse, devant celle où c'était écrit: Dr Rémi Fassol, phumiste. J'avais une grande envie d'ouvrir cette porte mais je savais aussi qu'il me fallait y résister à tout prix. Je devais sortir de ce rêve, voilà tout. Une petite fille qui passait par là a levé vers moi son visage trop sérieux: monsieur, par où on sort d'ici? Je me battais avec cette porte pour ne pas l'ouvrir et puis je me suis réveillé en sueur, accroché de toutes mes forces à mon lit. On était déjà au début de l'après-midi. Tout le reste du jour, j'ai repensé à ce qui s'était passé. Je souffrais d'un léger vertige, comme un début de perte de contrôle quand on glisse sur une plaque de glace et que rien n'est encore irréparable. Je me tournais les pouces et j'attendais le retour de la nuit.

(À suivre samedi prochain: l'auteur de Oka Indigne)

Avez-vous mangé aujourd'hui?

Coeur about



FONDATION DES MALADIES DU CŒUR DU QUÉBEC

Au cœur de la solution!

Tél. : (514) 871-1551 ou 1-800-567-8563
Télé. : (514) 871-1464



ENSEIGNEMENT MORAL ET RELIGIEUX CATHOLIQUE

Martial Boucher

AUX SOURCES DE LA VIE (1^{re} secondaire)

L'AMOUR EN HÉRITAGE (2^e secondaire)

UN AMOUR INFINI (3^e secondaire)

APPELÉ(E) À L'AMOUR (4^e secondaire)

À paraître (5^e secondaire)

4350, avenue de l'Hôtel-de-Ville
MONTREAL (Québec)
H2W 2H5
Téléphone: (514) 843-5991
Télécopieur: (514) 843-5252

<p>LE DEVOIR</p> <p>LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS: DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30</p> <p>RENSEIGNEMENTS (514) 985-3333 ADMINISTRATION (514) 985-3333</p>	<p>PUBLICITÉ</p> <p>AVIS PUBLICS (514) 985-3344 ANNONCES CLASSÉES (514) 985-3344 PUBLICITÉ (514) 985-3399 NUMÉRO SANS FRAIS 1-800-363-0305</p>	<p>SERVICE À LA CLIENTÈLE</p> <p>• Extérieur (sans frais) • 1-800-463-7559</p>	<p>DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H00 À 16H30</p> <p>2050, RUE DE BLEURY, 9^E ÉTAGE, MONTREAL, (QUÉBEC) H3A 3M9</p>	<p>SERVICE DES ABONNEMENTS</p> <p>Les numéros de téléphone suivants sont valables pour le service de livraison par camélot et pour les abonnements postaux.</p> <p>Montréal (514) 985-3355</p>
--	--	---	---	--